

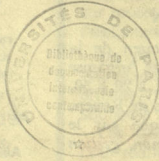
T2137-475-6,00 F

ISSN 0026-9433

le monde
Libertaire

hebdo

Organe de la FÉDÉRATION ANARCHISTE adhérente à l'I.F.A. N° 475 JEUDI 17 FÉVRIER 1983 6,00 F



la terre à ceux qui la travaillent !



Fop. 2520-

"OCCUPEZ-VOUS DE VOS AFFAIRES." (AUTOGESTION)*

*C'est le moyen que se donnent les travailleurs pour gérer la production les échanges et la répartition, basés sur les besoins de la population, supprimant ainsi l'état et toute exploitation économique.

Fédération anarchiste, 3 rue Ternaux 75011

Affiche éditée par le groupe Jacob, en deux couleurs (noir et rouge). Prix : 0,70 F. Format : 84 x 60.

Le groupe Louise-Michel vient d'éditer une brochure : *Des municipalités à la commune libertaire*, aux éditions La Rue. Au sommaire : *La Société contre l'Etat ; Les Expériences alternatives ; La Place de la commune dans la société française ; L'Intervention des anarchistes aujourd'hui*. Prix : 14 F. En vente à Publico.

Le groupe Albert Camus de Toulouse vient de faire paraître le n° 2 de son journal *Révolte*. Trois francs l'exemplaire. En vente à la librairie du Monde libertaire.

COMMUNIQUÉS

• Le groupe Albert Camus de Toulouse assure une permanence avec table de presse le dimanche, de 10 h 30 à 12 h 30, au marché Saint-Sernin.

• Les sympathisants libertaires travaillant à l'Office national des Forêts peuvent prendre contact avec la Fédération anarchiste par l'intermédiaire des Relations intérieures.

• En vue d'une rencontre des libertaires de l'Allier en mai 1983, nous demandons à tous les lecteurs du ML de l'Allier de prendre contact avec notre groupe (par l'intermédiaire des RI) pour la réussite de cette rencontre.

• Les libertaires désireux de prendre contact avec la FA en Franche-Comté peuvent contacter le groupe Proudhon à Besançon, ou les liaisons du Haut-Doubs, de la Haute-Saône et de la région Belfort-Montbéliard.

• Les libertaires intéressés par la création d'un groupe FA à Avignon et ses environs peuvent prendre contact avec les RI qui transmettront.

• En vu du prochain gala de soutien du groupe de Marseille, toute personne intéressée (artistes, musiciens, etc.) pour participer au spectacle est invitée à prendre contact avec le groupe lors de sa permanence du samedi, de 14 à 17 h, au 3, rue Fontaine de Caylus (dans le Panier), ceci afin de discuter des conditions de participation. Faites passer le mot !

• Le groupe FA du Morbihan tiendra des permanences tous les vendredis de 19 h à 21 h, à la bibliothèque de la rue du Château, à Auray. Des livres et des revues provenant de la librairie du Monde libertaire y seront exposés et prêtés gratuitement.

En outre, ce groupe appelle toutes les personnes intéressées par l'abrogation du protocole d'accord Henu Savary (armée-école) à prendre contact avec lui aux jours et heures indiqués ci-dessus.

Permanence des Relations intérieures : le samedi, de 14 h 30 à 18 h, au 145, rue Amelot, Paris-11* (m° République), tél. : 805.34.08.

Rédaction-Administration
145, rue Amelot Paris 11*
Directeur de publication
Maurice Joyeux
Commission paritaire n° 55 635
Imprimerie « Les Marchés de France »
44, rue de l'Ermitage, Paris 20*
Dépôt légal 44 149 - 1^{er} trimestre 1977
Routage 205 - Publi Routage
Diffusion SAEM Transport Presse

SAINT-ETIENNE

Le groupe Nestor Makhno de Saint-Etienne organise un meeting-débat sur le thème : *Les Anarchistes et les élections*, le vendredi 4 mars, à 20 h, à la Bourse du travail, cours Victor Hugo (salle au tableau).

ROUEN

Le groupe de Rouen de la Fédération anarchiste organise le vendredi 25 février, à 20 h 30, à la Halle-aux-Toiles de Rouen, une réunion publique sur le thème : *Elections : non, gestion directe : oui*.

SEVRAN-BONDY

Le groupe Sevrans-Bondy organise, le vendredi 25 février, à 20 h 30, une réunion d'information sur le thème : *Les anarchistes et la commune libertaire*. Elle se tiendra au centre Alfa, 3, allée des Pensées, à Bondy.

ROCHEFORT

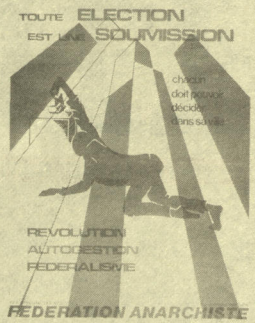
Le groupe Michel Bakounine organise une réunion publique sur le thème : *Les Anarchistes et les élections municipales*, le jeudi 17 février, à 21 h, à la Maison des syndicats, salle n° 2, 2, rue de Tréville, Rochefort.

LA ROCHELLE

Le groupe Michel Bakounine organise une réunion publique sur le thème : *Les anarchistes et les élections municipales*, le vendredi 18 février, à 21 h, salle municipale, 46, rue Basse de Saint-Eloi, La Rochelle.

LA SEYNE-SUR-MER

Le groupe Région toulonnaise organise le vendredi 25 février, à 20 h, au centre culturel Jacques-Laurent, à la Seyne-sur-Mer, une réunion-débat sur le thème : *La commune anarchiste*.



Affiche éditée par le groupe Albert Camus de Toulouse, en deux couleurs (noir et rouge). Prix : 5 F l'unité ; 0,60 F à partir de 10 exemplaires. Format : 44 x 56.

PARIS

Le groupe du 11^e arrondissement de Paris (sous l'égide de l'AEPL) organise une rencontre libertaire, le dimanche 27 février, de 14 à 18 h, à l'AGECA, 177, rue de Charonne, Paris-11* (m° Alexandre-Dumas).

Au programme, des meetings-débats sur les thèmes suivants : *Radio-Libertaire ne se taira pas ; Non aux accords Hermu/Savary ; Plusieurs interventions : transports, logement, squatt... ; Les propositions anarchistes*.

La partie spectacle sera assurée par Serge Utgé-Royo, Jean-Luc Debatisse et Hedris Londo. Avec table de presse, buffet, animation. Participation aux frais.

PARIS

Le samedi 26 février, à partir de 19 h : grande fête du groupe Eugène-Varlin. Au programme : à 19 h, la commune anarchiste ; à 20 h, P. Didier chante... ; à 21 h, grand bal populaire. Au 72, avenue Félix-Faure, Paris 15^e (m° Lourielle ou Boucicaut). Entrée : 15 F ; 10 F pour les porteurs de la carte de Radio-Libertaire.

Sommaire

PAGE 2	Angers, test national
Activités des groupes FA	PAGE 7
PAGE 3	Quinze mesures pour la BD...
En bref	Les staliens à la BIPP
Editorial	PAGE 8
Amis lecteurs	Cambodge : l'autre rictus
Réunion publique sur le Coral	PAGE 9
PAGE 4	Informations internationales
A rebrousse-poil	PAGE 10
Souvenirs, souvenirs...	Qu'est-ce que le gouvernement ?
La bonne affaire...	Notes de lecture.
PAGE 5	PAGE 11
La grogne dans l'enseignement supérieur	Livres, spectacles, animation
L'affaire Schenkel	PAGE 12
PAGE 6	Les chambres d'agriculture
La droite achète des voix	

PERMANENCES DES GROUPES F.A.

Groupe du Morbihan : permanence tous les vendredis, de 19 h à 21 h, à la bibliothèque de la rue du Château, à Auray.

Liaison FA de Guingamp : permanence au local du CES, au centre culturel de Pors Anguen, les deuxième et quatrième mercredis du mois, de 20 h à 21 h.

Groupe de Noyon : permanence le 1^{er} jeudi du mois, sous-sol de la mairie de Noyon, de 20 h 30 à 22 h 30 environ.

Groupe Michel Bakounine : permanence tous les jeudis, de 20 h 30 à 21 h 30, Maison des syndicats, salle n° 2, 2, rue Tréville, 17300 Rochefort.

Groupe Région toulonnaise : le samedi de 15 h 30 à 18 h, au centre d'étude et de culture libertaire, cercle J. Rostand, rue Montebello, Toulon.

Groupe de Rennes : le mardi à partir de 20 h à la MJC La Paillette.

Permanences FA d'Angers : tous les vendredis de 17 à 19 h, à la librairie La Tête en Bas, 17, rue des Poëliers à Angers.

Groupe de Marseille : le samedi de 14 à 17 h, 3 rue de la Fontaine de Caylus, 13002 Marseille.

Groupe du Havre, Jules Durand/L'entraide : Pour tout contact, écrire à ADIR, 53, rue Jules Tellier (en face du parking Franklin), 76600 Le Havre.

Groupe du 11^e : permanence à Publico, 145, rue Amelot, 75011 Paris, tous les mardis de 10 à 15 h.

Groupe d'Amiens : permanence tous les mardis de 19 à 20 h, salle Dewailly, 80000 Amiens. Germinat c/o BP 7, 80330 Longueau.

Groupe Nestor Makhno de Saint-Etienne : tous les mardis à partir de 19 h 30, salle 15 bis CNT-L.P., Bourse du Travail, cours Victor Hugo à Saint-Etienne.

Groupe « Soleil noir » de Cadillac : tous les samedis de 14 à 19 h, 26, rue de Branne à Cadillac (salle de l'ancien CES).

Groupe Eugène Varlin : petite salle du patronage laïc, 72, avenue Félix Faure, (15^e), métro boucicaut, tous les mercredis de 19 à 20 h.

Groupe « les temps nouveaux » de Brest : permanence le 3^e samedi du mois, de 10 h à 12 h, au Centre social de Pen Ar Creach, rue du professeur Chrétien.

Groupe Fresnes-Antony : le samedi de 10 à 19 h et le dimanche de 10 à 13 h, au 34, rue de Fresnes, 92160 Antony, tél. : 668.48.58.

Liaison Blois : permanences le jeudi de 18 à 22 h, 24, rue Jean de la Fontaine, apt 57, Blois - 74.26.02.

Groupe d'Anizy-le-Château : permanence les lundis, de 19 à 20 h, salle communautaire du Moulin de Paris, Merlieux, 02000 Laon (tél. : (23) 80.17.09).

Groupe Sébastien Faure de Bordeaux : le mercredi de 18 à 19 h et le samedi de 14 à 17 h, en son local, 7, rue du Muguet à Bordeaux.

Groupe Voline : 26, rue Piat, Paris 20^e. Permanences les 1^{er} et 3^e jeudis de chaque mois, de 19 à 20 h 30, et samedi sur rendez-vous.

Groupe Proudhon de Besançon : 77, rue Battant, les mercredis et samedis de 16 h à 19 h.

Groupe d'Aubenas : de 10 h à 12 h, sur le marché d'Aubenas, au cours de la tenue de la table de presse.

Groupe Louise-Michel : permanence le lundi, de 18 h 30 à 20 h, au 10, rue Robert Planquette, Paris-18^e.

Groupe de Beauvais : permanence le 1^{er} mardi du mois, de 19 h à 21 h, salle de la Tour, Soie Vauban, 60000 Beauvais.

Liaison d'Aix-en-Provence : permanence tous les mercredis, de 14 à 17 h, dans le hall de la faculté de Lettres, au cours de la tenue de la table de presse.

Liaison Brunoy : permanence au Foyer social : 4, allée de Guyenne, entrée côté caves (en face du gymnase), Hautes-Mardelles, le jeudi de 19 h à 20 h.

Groupe de Lille : tous les mercredis (excepté pendant les vacances) dans le hall de l'université de Lille III, de 11 h 45 à 13 h 45, à Villeneuve-d'Ascq : tous les jeudis (sauf pendant les vacances), de 12 h 30 à 13 h 45, dans la cafeteria de l'UT Carrières sociales, 9, rue Angelier à Lille ; tous les premiers samedis du mois, de 15 h à 17 h, au 23 bis, rue de Fontenoy, à Lille (tél. : (20) 53.85.23).

Liaison de Lyon : permanence les deuxième et quatrième mercredis de chaque mois, de 20 h à 21 h 30, au 13, rue Pierre-Blanc, à Lyon.

Tarifs d'abonnement au « Monde libertaire » jusqu'au 1^{er} avril 1983

TARIF	France	Sous pli fermé	Etranger	LE MONDE LIBERTAIRE
13 n°	70 F	80 F	100 F	Rédaction Administration 145 rue Amelot 75011 Paris Tél. 805-34 08
25 n°	130 F	150 F	190 F	
50 n°	250 F	280 F	350 F	

ABONNEMENT DE SOUTIEN : 300 F Paiement à l'ordre de Publico

BULLETIN D'ABONNEMENT
à retourner 145, rue Amelot, 75011 Paris (France)

Nom : Prénom :
N° : Rue :
Code postal : Ville :
à partir du N° : (inclus) Pays :
 Abonnement Sousabonnement Abonnement de soutien
 Chèque postal Chèque bancaire Mandat lettre
Règlement en espèces ou bulletin
Pour tout changement d'adresse, joindre la dernière bande et 4F en timbre poste.

TARIFS ABONNEMENTS AU 1/4/83 (TVA COMPRISE)

	France	Sous plis fermé	Etranger
13 n°	85 F	95 F	120 F
25 n°	155 F	180 F	230 F
50 n°	300 F	335 F	420 F

Abonnement de soutien : 350 F

en bref...en bref...

• Suite à la réunion du 28 janvier dernier pour l'abrogation du protocole d'accord Hery/Savary et la constitution d'un collectif sur le 11^e arrondissement de Paris, et vu la participation de nombreux individus — d'arrondissements divers de Paris et de sa banlieue — est née l'idée d'une coordination parisienne. Une réunion aura lieu le 18 février pour mettre en place cette coordination, à l'AGECA, 177, rue de Charonne, Paris-11^e, à 20 h précises.

• Le journal *Emancipation* invite les libertaires de la région de Mont-de-Marsan à se rencontrer pour organiser une présence locale, face à l'approche des élections municipales. Pour tout contact : *Emancipation*, BP 40320 Geaune.

• Radio La Pointe, radio d'expression libre non publicitaire, émettant sur 102,2 MHz dans la pointe des Ardennes, et cela quotidiennement depuis le 30 octobre, est brouillée par le pouvoir socialiste depuis le samedi 29 janvier, à partir de 15 h, ceci dans le Vireux et les environs. Cette première dans la répression socialiste à l'égard d'une radio ayant un taux d'écoute très important coïncide avec une occupation militaire de la pointe sans précédent jusqu'alors. Radio La Pointe appelle les autres radios libres jugeant intolérable cette atteinte à la liberté d'expression à lui apporter leur soutien. Pour tout contact, tél. : (24) 55.08.50.

• Le SOC (secrétariat des objecteurs de conscience) change d'adresse. Les permanences se tiendront au 38, rue de l'Ourcq, Paris-15^e, métro Crimée. Elles auront lieu le mercredi, de 18 à 20 h, le vendredi, de 10 à 12 h, à partir du 23 février.

• L'UAP, assureur n° 1, est également la première société à mettre en place, dans une de ses tours de la Défense, un système de sécurité pour filtrer les entrées, constituant une mesure antisociale pour les salariés et une entrave à leur liberté. En effet, les entrées de la tour Assur sont désormais munies de portillons identiques à ceux de la RATP. Les salariés doivent désormais pointer au minimum six fois par jour. Depuis le 31 janvier 1983, à l'initiative de FO Assur, les salariés montrent leur mécontentement en boycottant systématiquement les machines et demandent à madame Chassagne, nouveau président nommé par le gouvernement, de revenir sur cette décision.

• La Coordination nationale des objecteurs réservistes a édité des enveloppes ayant pour thème l'abrogation des accords Hery/Savary. Ces enveloppes sont vendues au prix de 6,20 F les vingt ; 14 F les cinquante ; 100 F les cinq cents ; 190 F les mille. Les commandes sont à adresser à : Bruno Barrillot, Chessy-les-Mines, 69580 Lauzanne.

COMMUNIQUÉ

A l'appel du regroupement Radio-Libertaire (Radio-Libertaire Paris, Radio-Libertaria, Radio-Esperanto, Radio-Liberté), les plus courageux de nos auditeurs (environ deux mille à la plus forte affluence et environ trois mille sur toute la journée) se sont rassemblés samedi 12 février sur l'esplanade du centre Beaubourg.

Malgré les conditions climatiques défavorables, les auditeurs ont manifesté leur solidarité par leur présence, ainsi que les artistes (une vingtaine) qui n'ont pas hésité à apporter leur soutien à notre station.

Les responsables des différentes radios se sont succédés pour réaffirmer leur opposition au verdict de la Haute Autorité de l'audiovisuel qui refuse toujours de reconnaître le regroupement Radio-Libertaire, l'obligeant à discuter un éventuel « mariage » avec d'abord Fréquence Gaie, puis avec Canal 89.

Par le refus de la HAA de ne pas attribuer une fréquence à Radio-Libertaire, c'est en fait la liberté d'expression qui est menacée et par conséquent le bâillonnement d'une composante du mouvement ouvrier : l'anarchisme.

Ce rassemblement fait partie des luttes qu'a menées et mènera Radio-Libertaire pour obtenir une dérogation.

Encore une fois, nous remercions nos auditeurs qui ont répondu à ce nouvel appel. C'est grâce à leur volonté que notre radio s'est retrouvée sur la liste officielle des dérogations. L'attribution d'une dérogation pour notre regroupement dépendra de la détermination des auditeurs et des militants de la Fédération anarchiste.

Seules la solidarité et l'entraide de tous permettront que Radio-Libertaire vive !

Le secrétariat

AMIS LECTEURS

LORS du précédent « Amis lecteurs », au mois de novembre (ML 461), nous vous faisons connaître notre préoccupation vis-à-vis du blocage des prix. L'augmentation de ceux-ci aboutissant à une aggravation de notre déficit, et depuis nos craintes se sont confirmées. En effet, de novembre à janvier, les tarifs des fournitures et des services ont été majorés de 15 à 20%. Que ce soit le coût du papier, de l'imprimerie, des transports, les hausses se sont multipliées. Vous connaissez notre situation financière précaire, notre déficit chronique (et malgré tout logique, puisque concernant un hebdomadaire sans ressource publicitaire ou subside inavouable), aussi vous comprendrez que ces majorations nous saisissent à la gorge et que sans la réévaluation de nos tarifs nous serons étranglés sous peu de temps.

cette décision de relever le prix au numéro, à partir du 1^{er} mars 1983, à 8 F, et de l'abonnement dès le 1^{er} avril, n'est pas prise de gaieté de cœur, car nous savons qu'elle va pénaliser nos lecteurs les plus démunis. Nous ne pouvons, hélas, agir autrement sans mettre en péril l'avenir de notre organe de presse. *Le Monde libertaire* ne doit pas perdre une seule vente, et nous comptons sur la solidarité de tous pour que nous ne perdions ni un lecteur ni un abonné. De toute façon, ce réajustement ne supprimera pas le déficit que nous subissons, il rétablira seulement celui-ci dans des limites supportables.

Comme dans le passé, nous aurons donc besoin de tous pour franchir ce cap difficile et continuer à paraître dans les meilleures conditions.

Etant assurés, amis lecteurs, que vous comprendrez la nécessité où nous nous trouvons d'augmenter le prix de notre journal, nous sommes persuadés que vous ferez en sorte qu'un journal libre puisse vivre et se développer normalement.

Les administrateurs
P. BEDOS — J. RÉMOND

LISTE DES SOUSCRIPTIONS ET DES VIREMENTS AUTOMATIQUES

Souscriptions :
VAILLANT Louis 100 F, GUEIT Louis 50 F, TEYSSOIN Daniel 40 F, MOLINARI Armand 50 F, SANCHEZ Diaz 50 F, EYCHENNE Henri 500 F, LIGIER 100 F, DUCAT M. 50 F, DEVRIENDT 100 F, GIRELLI Dominique 50 F, DEBIEU Fernand 150 F, ALLIGUÉ Isabelle 100 F, BES Pierrette 100 F, TEJEDA Antoine 50 F, BELLANCE Pierre 100 F, Liaison RENNES 100 F, Liaison MONTPELLIER 184 F, Gr. de CAEN 50 F, LÉOPES F. 20 F, Gr. de SAINT-ETIENNE 20 F, COURRENT Jacques 50 F, VIGROUX Patrick 30 F, Publico (boîte) 135 F, COPET Philippe 50 F, AINEL J.-P. 135 F, Anonyme 100 F, KERBOUL Jean-Luc 20 F, MERCHADOU Paul 50 F, A. LEMASLE 30 F.

Virement automatiques :
Gr. AUBENAS 200 F, Liaison ANIZY 100 F, Gr. FRESNES-ANTONY 150 F, GIRAUD J.-P. 300 F, Gr. SACCO-VANZETTI 350 F, Gr. du 14^e 50 F, PEYRAUT Yves 100 F, RÉMOND Jacques 100 F, MAY Françoise 50 F, BEAUFILS Etienne 25 F, LANSAC Geoffroy 20 F, FEHR Didier 50 F, RAYNAUD Jean-Marc 250 F, LE TROUHER O. 50 F, Gr. JACOB 100 F, BOITELLE Bruno 25 F, Gr. MALATESTA 100 F, LUZE Robert 50 F, Gr. de BEZIERS 50 F, Gr. HOUILLES-SARTROUVILLE 100 F, MILLOT Guy 20 F, EXERTIER Philippe 80 F, CHEVTCHENKO Michel 50 F, PARIS Gérard 100 F, COSTES Daniel 50 F, POILEVERT Guy 50 F, SELLIER Bertrand 150 F, Gr. VARLIN 100 F, PEIRAT Yves 50 F, Gr. LOUISE-MICHEL 150 F, ESCOUBET Gérard 50 F, CHAPEYROU P. 100 F, FERNANDEZ Luc 50 F, LE GUEN Roger 50 F, PIVERT Gérard 25 F, Liaison BÉGARD 10 F, Gr. du MARAIS 50 F, LAFABREGUE Sylvie 50 F, Gr. de BOBIGNY 50 F, Gr. de ROUEN 50 F, BABIN Edmond 100 F, Gr. de PÉRIGUEUX 50 F, ATZORI P. 50 F, BARCO J.-M. 30 F, MOULIE G. 30 F, GOYAT Joëlle 50 F, FOISONN Christian 70 F, ROLIN N et J.-C. 100 F, BERRAUD J.-P. 100 F, SELLIN P. 20 F, CORDELET Didier 30 F, Gr. d'ANGERS 100 F, CAILLOT J. 50 F, Liaison BLOIS 100 F, MAGLIONE L. 100 F, SANCHEZ M. 50 F.

Total des souscriptions : 2744 F.
Total des virements automatiques : 4535 F.
Total janvier : 7279 F.

Editorial

LE débat sur la rigueur continue d'agiter le petit monde politique et syndical, après les déclarations de Maire sur le perron de l'Elysée. Le ministre communiste Lepors s'étonne qu'un syndicaliste fasse de la politique — entendez par là se mêle d'économie — car comme le sait tout bon léniniste, ce domaine doit rester celui du parti. Les socialistes, fidèles à leurs habitudes, se déchirent entre eux, mais tous, sauf les rocardiens bizarrement silencieux, n'apprécient guère l'appel à un deuxième plan de rigueur à quelques semaines des municipales ; de quoi leur faire perdre leurs places de notables !

L'éditorialiste de L'Unité, l'hebdo du PS, va jusqu'à traiter la deuxième gauche de gauche maso ! Les fédérations traditionnellement oppositionnelles de la CFDT sur la pointe des pieds constatent encore une fois l'utilisation abusive des médias par Edmond Maire, pour imposer sa propre politique.

La rigueur, que d'aucuns souhaitent après les municipales pour venir au secours du système capitaliste, serait sélective ; la belle affaire ! Le « réalisme » des revendications charitables du congrès CFDT de Metz en faveur des bas salaires s'est effondré à l'épreuve des faits : quand on négocie à la baisse, on ne doit pas s'étonner si les résultats sont moindres. Les négociations salariales dans la fonction publique en sont un exemple frappant. Dans le privé, des exemples concrets d'application du partage du travail — CIT-Alcatel, Kronenbourg — montrent les grandes avancées obtenues : augmentation exigée de la productivité, travail le samedi, journée de quatorze heures... Rien de nouveau sous le soleil : aux salariés de se répartir le travail, le profit ce sera pour plus tard.

Bien sûr, pour faire passer la future rigueur, les grands mots de réforme fiscale, radicale même, pourront être prononcés. Mais depuis cent cinquante ans que la gauche utilise ce mythe, ce qui est sensationnel c'est qu'il y a encore des gens pour y croire.

Penser que les profiteurs du système d'exploitation vont se laisser calmement déposséder du « fruit de leur travail » — comme dirait M. Delors — est du même tonneau que le dépérissement de l'Etat. Quelques timides retouches de la fiscalité n'empêcheront pas de se former le fleuve boueux des inégalités de revenus. La justice sociale ne s'établira qu'en expropriant les exploitateurs, mais ce serait la révolution sociale ? Ce que justement tous les politiciens de droite ou de gauche empressés de chauffer leurs pantoufles de notables ou de technocrates avertis refusent.

RÉUNION PUBLIQUE SUR LE CORAL



CE sont environ soixante-dix personnes qui ont répondu à notre appel et qui sont venues salle Battant, le mardi 1^{er} février, participer à la réunion publique organisée par notre groupe en soutien aux inculpés du Coral.

Après une présentation des lieux de vie par Marie-Anne, qui représentait le CRA (Comité Réseau alternatif), présentation qui, par avance, répondait à un certain nombre de questions (qu'est-ce qu'un lieu de vie ? Quelles personnes accueille-t-il ? Quels résultats obtient-il ? Quelle est la vie quotidienne dans un lieu de vie ?), la réunion s'est poursuivie par un débat qui donna lieu à beaucoup de questions, montrant l'intérêt manifesté par les personnes présentes.

L'inculpation et l'emprisonnement de Claude Sigala et de plusieurs autres personnes furent également abordés, ce qui permit de mettre le doigt sur le dossier d'accusation et de se poser des questions sur le pourquoi de cette affaire.

Le *Feuilleton du Coral*, plaquette diffusée régulièrement devant le Palais de Justice de Paris par le Comité de soutien aux inculpés du Coral, fut également présenté aux personnes présentes.

Nous avons appris, depuis, qu'une information pour outrages à magistrat et violation du secret de l'instruction venait d'être ouverte contre Jean Lapeyrie qui en est le responsable de publication.

Face à cet acharnement de la justice, le soutien aux inculpés du Coral doit s'intensifier.

C'est dans ce but que le groupe Proudhon de la Fédération anarchiste est à l'origine de la création d'un comité de soutien aux inculpés du Coral à Besançon.

Pour tout contact : CESL, BP 121, 25014 Besançon cedex.

Groupe Proudhon

Abonnez-vous



à rebrousse-poil

Autopunition

Les *Izvestia*, organe du gouvernement soviétique, estiment que « les mesures administratives prises à l'encontre des travailleurs peu consciencieux ne donnent pas de bons résultats ». Il faut faire mieux. Ainsi, les usines métallurgiques de Leningrad vont licencier du personnel pour augmenter de moitié les salaires des « bons » travailleurs qui resteront.

Une expérience identique avait été réalisée, entre 1967 et 1981, dans l'industrie chimique de Moscou où soixante mille personnes avaient perdu leur emploi. Ainsi, en URSS, on n'arrête pas le progrès social !

Le socialisme, on ne le répètera jamais assez, c'est la classe ouvrière au pouvoir. C'est donc ladite classe qui se punit et se licencie elle-même. En quelque sorte, c'est du masochisme-léninisme...

Plein la vue !

Le Vieil André Wurmser qui, depuis bien des décennies, trempe sa plume dans l'encre rouge-sang du stalinisme, monte en ligne dans *L'Humanité* pour regonfler le moral des troupes et les mettre en garde contre le découragement. Il trouve alarmant le nombre de ceux qui lui « font part de leur amertume, de leur mécontentement, voire de leurs hésitations ». Il regrette « leur sous-estimation de ce qu'a de précieux, surtout à long terme, une politique d'union et la surestimation de ce qu'elle a, surtout dans l'immédiat, de désagréable ».

Wurmser explique : « c'est une grave erreur de leur part s'ils laissent ce qu'ils auraient préféré ne pas voir l'emporter dans leur esprit sur ce qu'ils sont contents d'avoir vu ».

Et nous qui croyions que les militants du PC se bouchaient les yeux pour ne pas voir ce que nous nous voyions et qu'ils n'aimaient pas voir ! Heureusement que Wurmser nous fait voir clair !...

Reagancomics

Un budget militaire qui bat tous les records (160 000 milliards de nos centimes !), des coupes sombres dans les dépenses sociales, douze millions de chômeurs, la récession dans tous les domaines, avec cependant, comme exception, une seule entreprise en expansion : celle des soupes populaires ; tel est le glorieux bilan de deux ans de pouvoir de Ronald Reagan.

Il y aurait donc comme un amer hic dans ce qu'on appelle les « reagancomics ». Mais pour rétablir la situation, l'ex cow-boy n'a pas encore tiré ses dernières cartouches. C'est ainsi que derrière le fameux bureau ovale de la Maison Blanche, il est en train de faire construire... une chapelle. « L'élément clé de la reprise, c'est la prière », a expliqué un de ses collaborateurs.

Comme tous les politiciens, reagan avait promis de faire des miracles. Le voilà réduit à solliciter son grand patron pour qu'il verse deux doigts d'essence divine dans le moteur économique des USA. A toutes fins utiles, nous lui signalons qu'un astucieux commerçant a entrepris d'exporter de l'eau de Lourdes aux Amériques...

Affolant système tout de même que cette « démocratie » qui place le sort d'un pays entre les mains d'un vieux clown d'Hollywood qui aujourd'hui fait dans l'épître...

S.B.

LA BONNE AFFAIRE



C' EST une fameuse affaire qui a, la semaine passée, monopolisé l'attention des pisseurs d'encre et des politiciens. Barbie était de retour. Quelle affaire ! Chacun y va de son petit commentaire... Soit : ajoutons-y le nôtre.

Certains ont immédiatement déclaré qu'il fallait rétablir la peine de mort. Effectivement, l'occasion est bonne pour la réclamer à nouveau. Cette fois-ci, on a pu entendre Caillavet du MRG et Léotard du PR (giscardien) la réclamer de concert, pour le cas de « crimes commis contre l'humanité ».

Crimes contre l'humanité ? Il en existe effectivement une définition, à laquelle d'ailleurs se réfère la justice française dans son inculpation de Barbie, qui fut établie par le tribunal de Nuremberg le 8 août 1945, à savoir : « L'assassinat, l'extermination, la réduction en esclavage, la déportation et tous autres actes inhumains commis contre toutes populations civiles, avant ou pendant la guerre, ou bien les persécutions pour des motifs politiques, raciaux ou religieux ». Nombre de termes de cette définition sont suffisamment polysémiques pour être à l'entière appréciation des magistrats... ou de leurs supérieurs. Qui peut fixer les limites des « autres actes inhumains » ou des « persécutions pour des motifs politiques »... On voit d'ici le danger.

La majorité et l'opposition se sont encore trouvés d'accord à travers les déclarations de Mauroy et de Collomb, maire RPR de Lyon. Ce dernier déclarait qu'il « est bon que les Lyonnais, avec toute la France, se souviennent des heures tragiques de l'Occupation. Il est salutaire que notre jeunesse sache à quelles terribles conséquences peuvent conduire les dictatures », tandis que le Premier ministre justifiait le rôle de la justice française dans cette affaire en communiquant : « Il faut que les Fran-

çais et les Français n'oublient pas cette histoire qui est la leur. Il faut que les jeunes générations sachent ce qui a été alors vécu pour être prêts à toujours sauvegarder la dignité de leur patrie et plus encore la dignité de l'homme ». C'est clair : on entend profiter de l'occasion pour nous faire la leçon... rassembler les troupes, bref : nous inciter d'une nouvelle manière à nous serrer les coudes afin de mieux supporter la rigueur.

Les donneurs de leçon ont déjà commencé leur ouvrage, et cela commence mal... Barbie, comme chacun le sait aujourd'hui, fut condamné à mort par contumace à deux reprises. Ce que l'on sait sans doute moins, du moins la presse nationale s'est bien peu souciée de le rappeler, c'est que la dernière condamnation concernait le meurtre de 4 342 personnes et la déportation de 7 591 juifs. N'est-il pas écœurant alors de voir la quasi-totalité de cette même presse nationale se contenter d'ergoter sur la question : Barbie a-t-il oui ou non tué Jean Moulin de ses propres mains ? La réponse à cette question est bien simple, la voici : l'existence de Jean Moulin vaut-elle plus cher que celle de douze mille personnes ? Absurde !

Il est vrai cependant, comme cela a été dit dans un éditorial du *Monde*, que Barbie n'est pas un cas isolé aujourd'hui dans l'histoire ancienne ; il y a par exemple un certain Pol Pot — responsable du massacre de trois millions de Cambodgiens — qui siège actuellement à l'ONU.

Il est vrai que nous devons être vigilants à l'égard de toutes les ordures : les pires comme les moins pires, Barbie comme les charognards qui, à dessein, s'acharnent sur lui.

Le Furet

Souvenirs, souvenirs...

D EPUIS deux semaines, les médias nous relatent avec délectation les aventures de l'ex-chef de la Gestapo de Lyon, Klaus Barbie, arrêté en Bolivie et transféré au fort de Montluc. Il semble que le dernier épisode va se jouer à Lyon, ville où, en 1944, Barbie et ses SS faisaient de l'histoire... au fond de caves sinistres où ils torturaient sauvagement les résistants français ou en entassant des familles juives dans des wagons à bestiaux dont on connaît la destination...

Donc, aujourd'hui, en l'an de grâce 1983, Klaus Barbie va payer l'addition, quarante ans après ses crimes. C'est vrai que pendant tout ce temps, il a eu le loisir de prouver qu'il était toujours « efficace », en mettant ses talents de tortionnaire au service de ses amis les généraux boliviens. La venue de la gauche au pouvoir a légèrement bousculé ses « habitudes ». Encore que Barbie n'est pas jugé pour les « crimes contre l'humanité » commis contre les opposants au régime de la Paz... Ça, c'est pas de l'histoire, c'est de la politique...

Alors, que signifie ce procès ?

Parmi tous ceux réclament la tête de Barbie, combien ont donné un petit coup de main à ses copains, à l'époque ? La France est un des rares pays où, de 1940 à 1944, un vaste mouvement de collaboration avec l'occupant a existé, et la venue de l'autre charogne risque de

réveiller de vieux souvenirs dont on voudrait ne plus parler.

Barbie criminel de guerre... Barbie « boucher de Lyon »... Barbie le monstre... D'accord...

Mais aujourd'hui, des Klaus Barbie exercent en toute impunité dans les caves d'Ankara, de Santiago du Chili, de Moscou, de Buenos-Aires, de Varsovie, de Prétoria, de Beyrouth, de Téhéran, de Montevideo, de Belfast, etc. Et les gouvernements qui les utilisent sont d'excellents clients de notre beau pays démocratique et socialiste... surtout lorsqu'ils achètent du matériel de répression.

Parmi ceux qui, aujourd'hui, condamnent Barbie, combien sont devenus « résistants » en voyant les premiers chars américains ? Combien se sont taillé une réputation de « combattant de l'ombre » (réputation si utile électoralement parlant...) alors que leur « bravoure » s'est limitée à tondre des femmes ?

Et combien, il y a si peu de temps, ont (ou ont laissé) torturer à l'électricité, à la matraque, à la baignoire, les militants du FLN algérien ?

La venue de Klaus Barbie, le matraquage publicitaire qui est fait autour cache (mal) des buts beaucoup moins propres que le désir de faire justice face à un ordure comme lui...

Tous les partis se le dépècent, le nazi ! Pensez donc : le « boucher de Lyon », ça s'utilise ça, coco, en pleine campagne électorale ! La gauche brame : « C'est

grâce à nous que Barbie est enfin en prison ! La droite n'a rien fait pour la Justice ! », pendant qu'à droite on gueule « N'oubliez pas le goulag ! N'oubliez pas le goulag ! »

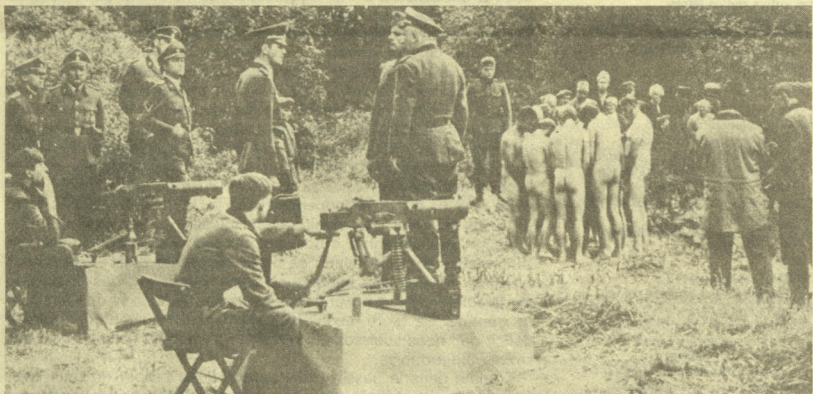
On a toujours besoin d'un ex-nazi, c'est bien utile... Et puis canaliser la colère populaire sur Barbie et ses semblables évite qu'elle s'en prenne aux Klaus Barbie actuels... et au système qui les fabrique !

La croix gammée est le symbole de l'horreur qu'on nous balance dans la tronche systématiquement... au point qu'on arrive à oublier que Hitler n'est qu'une des multiples facettes du capitalisme.

Et les symboles, c'est dangereux... La nuit où des milliers de personnes défilaient pour protester contre l'attentat de la rue Copernic, attribué aux « néonazis », un CRS ivre-mort déchargeait sa mitrailleuse sur un jeune Algérien, à Marseille, en gueulant qu'il voulait « crever un raton ». Les milliers d'indignés antifascistes n'ont pas cru devoir se mobiliser, cette fois... mais ce n'était peut-être qu'un banal fait divers.

Que Klaus Barbie soit condamné ou pas n'est pas le problème des révolutionnaires. Le véritable combat est d'armer les consciences pour détruire le système qui engendre encore et toujours de telles monstruosités, et pour qu'enfin l'horreur se taise !

Groupe Libertad



La grogne dans l'enseignement supérieur

POUR la deuxième fois en moins de trois mois, les enseignants du supérieur étaient en grève contre un projet de réforme de leurs carrières. Le 19 janvier, près de deux mille d'entre eux ont manifesté à Paris. Faut-il y voir une révolte de privilégiés, une offensive du genre « cadres et professions libérales », dirigée contre le gouvernement socialiste ? Le syndicat majoritaire (du moins relativement), le SNESup, avait appelé à voter Mitterrand au second tour des élections présidentielles de 1981, et avait accueilli avec joie le départ du précédent ministre des Universités, Alice Saunier-Séité, et l'arrivée du nouveau ministre Savary.

A en croire *Le Canard enchaîné* de l'époque, une épaisse fumée se dégageait, en mai 1981, des locaux du ministère où Alice Saunier-Séité, nouveau Landru, aurait brûlé précipitamment ses dossiers les plus compromettants, ses projets les plus sclérosants. Mais en fait, il ne devait s'agir que de quelques cadavres retirés des placards : les dossiers et les projets, pour leur part, semblent avoir été sauvegardés et soigneusement transmis à l'administration Savary qui les ressort petit à petit : tel ce projet de carrières.

Actuellement, les enseignants du supérieur sont compartimentés en trois catégories (dites « corps ») : les Professeurs (avec un grand P), les maîtres-assistants (les plus nombreux), les assistants (le prolétariat des universitaires) ; sans compter un sous-prolétariat d'enseignants vacataires et hors statuts. Ils ont généralement été recrutés parmi des étudiants de « troisième cycle » ou des chercheurs à la recherche... d'un emploi stable, sur présentation de leur dossier de recherche devant une commission locale. Leur formation pédagogique s'est effectuée « sur listes ». Leurs activités se répartissent, de manière variable, entre les heures de présence devant les étudiants (de trois à douze heures par semaine selon le type d'enseignement... et le grade de l'enseignant ; de vingt-cinq à trente-deux semaines par an selon l'établissement, le temps de préparation et les autres tâches directement liées à l'enseignement (accueil et suivi des étudiants, élaboration des sujets d'examen, corrections des copies, etc.) —, la recherche « scientifique » (le terme est utilisé même pour les disciplines littéraires et juridiques), enfin la participation à la gestion des établissements : de multiples réunions de conseils et de commissions sont le tribut payé à l'autonomie universitaire, que d'aucuns considèrent pourtant comme illusoire.

Un paradoxe couramment souligné par les enseignants du supérieur est que seule leur activité d'enseignement est effectivement définie dans leur statut actuel (et les besoins d'en-

seignement sont le critère qui détermine les créations d'emploi), mais que seule l'activité de recherche est prise en compte pour l'avancement. Celui-ci est soumis, notamment au niveau des changements de grades (assistant-maître-assistant et maître-assistant/professeur) à des blocages et des contingentements budgétaires qui apparentent leur carrière à la fois à un concours d'obstacles et à une mêlée de rugby. Il en résulte au sein de l'université un climat de compétition et de guerre de clans, très éloigné de la sérénité et de l'esprit collégial qu'on imagine volontiers... de l'extérieur.

D'une réforme des carrières entreprise par un gouvernement socialiste, de nombreux universitaires attendaient donc :

- une véritable politique de recrutement et de formation.
- une nouvelle définition de leurs fonctions, prenant en compte l'ensemble des activités universitaires.
- un déroulement de carrières plus harmonieux, la disposition des cloisonnements archaïques et sclérosants.

Or, le gouvernement leur propose :

- le maintien du type de recrutement actuel, s'effectuant parmi un « vivier » de boursiers de recherche sans formation pédagogique et privés de toute sécurité d'emploi.
- la confirmation de la prédominance donnée à la recherche dans les procédures d'avancement, l'enseignement n'y jouant qu'un rôle négatif et apparaissant comme une punition (la logique du projet étant celle-ci : vous ne faites pas assez de recherche, donc vous êtes un mauvais enseignant du supérieur ; pour vous punir, vous enseignerez davantage !).

- la conservation de la hiérarchie existante, les maîtres-assistants y gagnant le titre plus pompeux de « Maîtres de conférence ». Quant au corps des assistants, il serait éventuellement mis en extinction, ce qui signifie qu'on attendrait la disparition « biologique » des assistants actuels pour transformer leurs postes en postes de Maîtres de conférence. L'amertume de cette catégorie d'enseignants est d'autant plus vive que leurs fonctions actuelles sont identiques à celles des maîtres-assistants, que 90% d'entre eux ont la qualification requise pour obtenir ce titre, que le ministre Savary leur a fait, au printemps dernier, des promesses d'intégration dans le corps des maîtres-assistants, dont tout porte à croire qu'elles ne seront pas tenues.

Il semble donc que le ministre ait choisi d'écouter la voix des « mandarins » les plus attachés à la hiérarchie traditionnelle du milieu universitaire. Des mandarins de gauche, sans doute : nul n'est tenu de mettre son comportement professionnel en accord avec ses principes politiques.

Claude

L'AFFAIRE SCHENKEL

JAMES Schenkel, militant libertaire bien connu dans la région de Belfort et de Montbéliard, a été licencié des usines Peugeot-Sochaux le 23 juillet 1979. L'objet de son licenciement serait de soi-disant menaces de mort qu'il aurait proférées contre un chef d'équipe, un matin où ce dernier ramassait un paquet de tracts déposé par un mystérieux groupe « Holocauste ». James, qui passait par là, lui fit remarquer que prendre des tracts, afin que les ouvriers en soient privés de lecture, ça n'entraîne pas dans ses attributions. Il s'ensuivit une altercation au cours de laquelle James aurait, paraît-il, traité le chef de flic ou de cabot ; il l'aurait aussi menacé de lui mettre une balle entre les deux yeux et qu'il n'aurait pas à s'étonner si sa maison brûlait. Tous ces dires ont été cités dans un rapport fait de toutes pièces par des membres de la direction de Peugeot, vu que le chef d'équipe en question a reconnu devant des dizaines de témoins que James ne l'avait pas menacé de mort et que, pour lui, l'altercation était sans gravité.

Dès l'annonce de son licenciement, James a attaqué la Société des automobiles Peugeot aux prud'hommes, pour obtenir sa réintégration ; mais aussi, il profite de son licenciement, sur lequel son directeur Louis Souvet (aujourd'hui sénateur !) a fait usage de faux, pour dénoncer inlassablement, amener l'opinion publique, sur la répression patronale à Sochaux qui fait parler d'elle depuis des décennies sans qu'elle en soit empêchée par les pouvoirs publics, comme de bien entendu.

Rappel des péripéties juridiques de l'affaire Schenkel aux prud'hommes

Le 4 février 1980, après sept mois d'attente, la première audience eut lieu. Là, sur la gravité des faits, les conseillers ne purent se départager. Il fallut attendre le mois d'avril 1982 pour qu'un juge donne raison à James. La SA Peugeot fut alors condamnée à lui verser des indemnités et à le réintégrer dans ses usines. Sur ce verdict, Peugeot fit appel. Le 7 décembre 1982, la chambre « sociale » de la cour d'appel de Besançon, constituée d'un président et de deux juges nommés par l'Etat (?), examina de nouveau l'affaire, et, le 11 janvier 1983, ce trio de magistrats rendit le verdict suivant : la procédure de licenciement est considérée comme régulière ; le licenciement pour faute grave est reconnu, vu qu'une simple altercation avec un chef entraîne l'intimidation (!), donc du trouble au sein de la « bonne » marche de l'entreprise. James, qui vit actuellement avec un salaire de smicard en étant égoutier à la ville de Belfort (Chevènement, le ministre qui fut député de Belfort, consentit à lui trouver cet emploi, pour le sortir de la merde, bien sûr), est en plus condamné à rembourser un préavis à Peugeot et à

payer les frais de justice. Le tout s'élève à huit mille francs.

James, écœuré par l'injustice de notre pays, va tout de même porter son affaire en cassation, où il espère ne pas se faire casser. Il lui faut cinq mille francs pour y aller, et il n'a pas le fric nécessaire.

Le fascisme tient bon chez Peugeot

Si la société Peugeot, un Etat dans l'Etat, s'est débarrassée de James, c'est parce que de longue date, lorsqu'il travaillait à Sochaux, il remettait en cause la politique nazillarde et la gestion propre au capital, tout en critiquant l'attitude contre-révolutionnaire des sections syndicales qui oublient l'émancipation des travailleurs à Sochaux. James, entouré de quelques compagnons, informait les travailleurs sur les fondements d'une société anarchiste, et c'est lorsque ce groupe anti-autoritaire a pris une ampleur dangereuse pour la direction que la répression se fit sentir. James fut donc licencié, et ses compagnons furent victimes de pressions diverses : filchage, mouchardage, provocations de la part d'hommes de main de la direction, menaces de mort, etc.

Aujourd'hui, Peugeot a eu raison de ce groupe ; du moins à l'intérieur de l'usine, car à l'extérieur, la lutte continue. Deux ou trois compagnons ont constitué un comité de soutien dès le début de l'affaire. Ce comité reçoit de temps à autre l'aide de militants de gauche et d'extrême gauche qui osent ouvrir leur gueule contre la mafia Peugeot.

Le groupe Proudhon de la FA apporte son soutien total à James et il compte sur vous tous, compagnons, pour aider James financièrement et pour propager l'information sur la répression chez Peugeot, afin que la lutte s'organise davantage.

Quel est le rôle des prud'hommes ?

Dès que le comité de soutien à James et nous-mêmes avons appris le verdict ignoble de la chambre sociale de la cour d'appel de Besançon, nous avons envoyé une lettre ouverte à la presse à l'intention de Badinter pour lui exprimer notre indignation. Nous l'avons interrogé sur le rôle des prud'hommes : « Nous sommes en droit de nous poser des questions. Quel rôle déterminant a le conseil des prud'hommes lors du licenciement d'un travailleur ? Pour nous aucun. Les prud'hommes, n'est-ce pas la foire aux illusions vu qu'un jugement n'est pas pris en considération devant la cour d'appel, constituée de deux juges et d'un président nommé par l'Etat et non de représentants de travailleurs, à la limite dans le cas présent ? Pour nous, les litiges entre patrons et travailleurs doivent être réglés uniquement dans le cadre des prud'hommes. Les cours d'appel, de cassation, etc... n'ont pas lieu d'être, car

les travailleurs n'ont pas les moyens d'y aller, et, ils n'ont pas une garantie de défense viable. Ce sont, à notre avis, des cours spéciales pour condamner et éliminer les travailleurs. »

Quand nos compagnons de la CNT appellent au boycott des élections prud'homales, ainsi que bien d'autres libertaires, nous comprenons fort bien le pourquoi, et il est à souhaiter que vienne le jour où les exploités feront leur justice eux-mêmes, sans passer par un tribunal quel qu'il soit, mais par la légitimité de la colère qu'engendrera la révolution sociale.

Quelques faits parmi d'autres sur la répression chez Peugeot à Sochaux

Philippe Marchau, alors qu'il était délégué CGT, très actif, s'est suicidé à l'âge de 26 ans, en 1980, après avoir reçu de la part de sa maîtrise soixante-deux lettres d'avertissement et de mise à pied ; il y avait de quoi le faire craquer, et ça ne faisait que quatre ans qu'il travaillait à Sochaux. D'autres ouvriers militants ou contestataires, non étiquetés politiquement, se sont suicidés ou ont pris leur compte, à bout de nerfs, car leur maîtrise, bien souvent syndiquée à la SIAP CSL (ex-CFT) les harcelait par des pressions diverses.

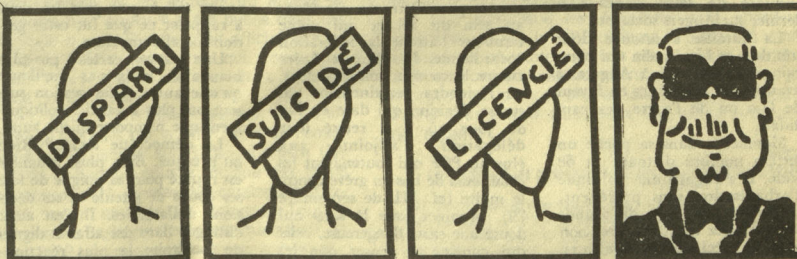
Des médecins et des psychologues travaillent pour Peugeot et non pour la santé. A Peugeot, les ouvriers sont malades à cause de la productivité excessive sur les chaînes, les presses, les machines transfert, etc., qui métamorphosent l'être humain en un outil de production. Ces toubib- Peugeot fliquent les ouvriers ; il est arrivé que des militants soient pris en filature lorsqu'ils étaient en maladie, pour qu'ils soient pris sur le fait pour avoir dépassé l'horaire de sortie autorisé ! Les licenciés pour raison de longue maladie, à Sochaux il y en a des centaines et des centaines. La police et la direction de Peugeot (constituée d'un bon nombre d'anciens officiers de l'armée) collaborent à la constitution d'un fichier politique.

La maîtrise de chez Peugeot suit des cours spéciaux pour apprendre à dissuader les ouvriers intéressés par la lutte sociale et pour pousser ceux qui désirent de l'augmentation ou une promotion à s'intégrer dans les syndicats jaunes. Ils apprennent aussi à discuter avec les ouvriers pour leur faire accepter la politique gestionnaire patronale.

Il fut un temps où la mafia Peugeot employait la violence physique directe contre les récalcitrants, à l'aide de commandos anti-grévistes (Saint-Etienne par exemple) ; aujourd'hui, elle s'emploie à exercer la « douceur » psychologique ou une nouvelle forme de fascisme.

Dénonçant le goulag Peugeot en créant des comités de soutien en liaison avec ceux déjà existant, pour en finir avec cette tyrannie.

Groupe Proudhon de Besançon



A BEAUVAIS LA DROITE S'ACHÈTE DES VOIX

La campagne électorale pour les municipales vient de commencer à Beauvais. La droite a fait liste commune pour reconquérir une municipalité qu'elle avait perdue en 1977. A coup d'argent provenant de la fortune du député de l'Oise (Marcel Dassault), Jean-François Mancel, candidat RPR à la mairie, s'achète des électeurs comme d'autres achètent leur journal. C'est une pratique courante à Beauvais. Dassault nous offre très souvent des cadeaux, surtout en période d'élections :

- des colis pour les chômeurs ;
- le journal *Jours de France* dont il est propriétaire : la classe ouvrière peut lire chaque semaine les pages de mode (avec des vêtements de quelques millions) et les comptes rendus de fêtes au champagne organisées chez tel grand bourgeois parisien ;
- des piscines « Marcel Dassault », laissant la municipalité éponger à coup d'impôts locaux les déficits inhérents à ces installations.

Tous ces cadeaux, souvent empoisonnés, sont l'œuvre du milliardaire. Et il faudrait se prosterner devant le capitaliste philanthrope ? « Oui not' monsieur, oui not' bon maître »...

Tout cet argent est le fruit du travail des salariés, des milliers de travailleurs exploités depuis des années dans ses usines. Mais, doit penser Dassault, le peuple a peu d'exigences : du pain et les jeux de cirque. Voilà pourquoi il assure aujourd'hui la victoire de

son jeune poulain Mancel, arriviste flirtant avec la nouvelle droite.

Avec l'organisation d'un spectacle gratuit (ramassage en car prévu) auquel participe Chantal Goya (l'abrutisseuse d'enfants), comment s'imaginer que les travailleurs vont boycotter ce spectacle ? La technique est la même que pour les jouets à la télévision au moment de Noël. Le couteau sous la gorge. On voit mal des parents résister à leurs enfants voulant voir cette « idole des jeunes » créée par les requins du show-business. Et, en temps de chômage, le spectacle est gratuit.

Nous, anarchistes, traditionnellement aux côtés des exploités contre les bourgeois, allons organiser le boycott de ce spectacle :

- en rafflant chez les commerçants les tracts publicitaires pour ce gala d'un haut niveau culturel ;
- en monopolisant le maximum de réservations pour que la salle soit au maximum vide le 9 février.

Enfin, nous nous étonnons de ce que Dassault organise un spectacle pour enfants, lui qui fabrique des avions chargés d'exterminer la progéniture du Tiers-Monde. Un conseil à Chantal Goya pour la mise en scène : qu'elle remplace le soulier volant par un Mirage F1.

Groupe de Beauvais

Municipales

ANGERS, TEST NATIONAL

La bataille des municipales à Angers est engagée, comme partout en France. Ici comme ailleurs, les politiciens déversent sur la place publique leur hargne pour conserver ou acquérir les fauteuils du conseil municipal. Simple, à n'en pas douter, Angers est un test national pour la majorité comme pour l'opposition.

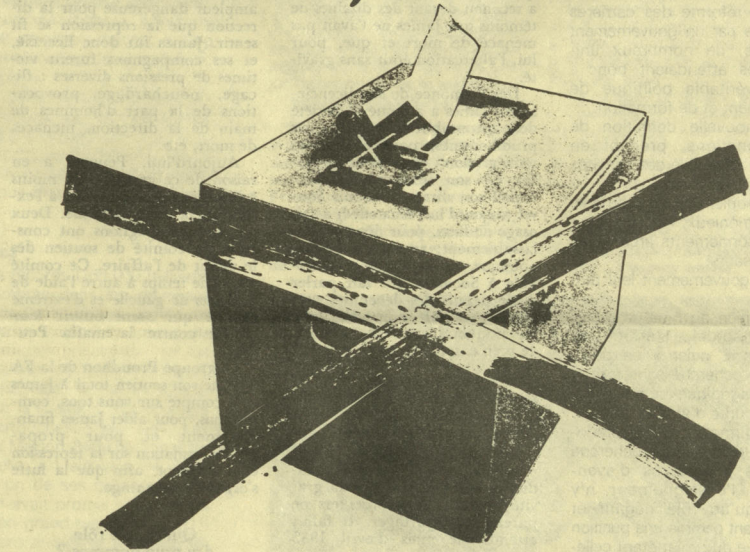
Angers fait partie de ces villes de l'Ouest tombées entre les mains de la gauche en 1977, en plein bastion de la droite.

En effet, situons un peu le décor : le Maine-et-Loire est l'un des rares départements à avoir six députés sur six appartenant à l'UDF ou au RPR et, qui plus est, à les avoir renouvelés dès le premier tour des législatives de juin 81. Dans ce contexte de très forte implantation de la droite, Angers, ville à mairie socialiste, apparaît comme une erreur dans le tableau. Passe encore Trélazé (dans la banlieue d'Angers), traditionnellement connue comme bastion ouvrier et fief syndical et où la gauche avoisine les 60% ; mais force est de constater que la préfecture du Maine-et-Loire, en gestion socialiste depuis six ans, dépareille. Et donc la droite de hurler que la victoire PC-PS-MRG du printemps 77 était due à la seule division de la droite. Ils entendent donc dans ce sens faire d'Angers un enjeu national pour prouver que c'est la division de la droite qui a favorisé la prise du pouvoir par la gauche dans ce pays et qu'une opposition unie regagnera sans problème le pouvoir, municipal d'abord, parlementaire ensuite puis présidentiel. C'est d'ailleurs dans ce sens que Narquin, le challenger de la liste d'union RPR/UDF a proposé un duel radiophonique sur Europe 1 à Jean Monnier, le maire PS sortant, duel que Monnier a bien entendu refusé.

C'est aussi dans ce sens que *Le Nouvel Observateur* a récemment consacré toute une page au « roi Jean » (Monnier) et que *Libération* avait fait une enquête de seize pages l'an dernier sur Angers socialiste.

La bataille s'annonce donc très dure et bien malin qui pourrait se risquer, ici à Angers, à avancer des pronostics en faveur de l'un ou de l'autre des candidats.

Monnier a dans sa poche un certain nombre d'atouts, et de taille. Il a engagé une politique d'urbanisation sans précédent, développé une série de grands travaux assez spectaculaires, non sans un réel succès d'ailleurs.



Une patinoire, un Palais des congrès, une Maison de la culture complètent aujourd'hui l'infrastructure culturelle de la ville. Des atouts indéniables donc vis-à-vis de l'opinion publique. Et force est de constater qu'ils pèseront lourds dans la balance. Le revers de la médaille de cette politique de prestige, c'est l'augmentation des impôts locaux, mal ressentie bien sûr, et sur laquelle la droite met l'accent.

Pourtant, si les forces de droite partent dans l'union (même de façade) au combat, la gauche, elle, reste complètement divisée par le refus catégorique de Monnier d'accepter des communistes sur sa liste, malgré les appels désespérés du PCF qui hurle à l'union sur tous les toits, et malgré les très rudes rappels à l'ordre du bureau exécutif du PS sermonnant le maire d'Angers pour qu'il prenne des membres du PCF sur sa liste, au nom de l'accord national passé entre les deux partis. Monnier, qui est connu pour être un frondeur au sein du PS et qui même tambour battant la fédération rocardienne du Maine-et-Loire contre le courant mitterrandiste, ne reviendra certainement pas sur sa décision qui date en fait du jour où il a retiré leur délégation d'adjoints aux élus du PCF qui soutenaient les chauffeurs de bus en grève contre le maire (cf. ML de septembre 79). Monnier joue là sans nul doute une carte dangereuse, celle qui consiste à penser que les

électeurs communistes se reporteront sur lui de toute manière au second tour face au RPR Narquin. Rien n'est moins sûr. Même avec le soutien des dirigeants locaux du PCF, rien ne prouve que la totalité des voix communistes se reportera sur Monnier dans le duel final.

Le PCF, qui réalise un maigre score dans le département (de 6 à 8% des voix), ne semble pas intéresser Monnier qui choisit délibérément de charmer l'électorat centriste, quitte à prendre, comme il vient de le faire, des militants royalistes (tendance Renouvin) sur sa liste. Nul doute que les communistes, qui tiennent quand même les rênes de la CGT et de la FEN 49, se souviendront de ce tour de vache au cas où Monnier se réinstallerait pour six ans dans les fauteuils de la mairie.

mais derrière toutes ces manœuvres politiques, peu ou pas de bilan de la politique Monnier durant ces six années. Nous avons été à peu près les seuls à rappeler ce que fut cette gestion social-démocrate.

Une gestion, certes, pas plus mauvaise, mais pas meilleure qu'une autre. Une gestion surtout pas plus à gauche politiquement que n'importe quelle autre.

La démocratie locale ? Rien ou presque. Bien plus, Monnier est réputé pour sa poigne de fer, ses coups de gueule et ses décisions unilatérales. Il s'est aussi distingué dans des affaires dignes de la droite la plus réaction-

naire : en janvier 80, en plein mouvement étudiant contre le racisme des lois Bonnet et Stoléru, il demande au préfet d'expulser *manu militari* les six cents étudiants qui occupent le théâtre municipal. Deux cents gendarmes mobiles, en tenue de combat, expulsent alors violemment, en pleine nuit, les étudiants en lutte (cf. ML de janvier 80). Le 11 janvier 79, il ordonne d'expulser par la police les militantes du planning familial occupant le centre IVG. Jamais il ne reviendra sur le licenciement de plusieurs dizaines de travailleurs des bus, alors que ceux-ci sont en grève depuis des semaines. Il interviendra personnellement auprès du ministre de l'Éducation nationale en novembre 82 pour débloquer des fonds pour le lycée de la Barroterie près d'Angers, fonds refusés par le ministère, ce qui vaudra une violente attaque du CDAL (Comité départemental d'action laïque) contre le maire. De même ses démêlés avec les associations culturelles de quartier sont nombreuses, et cela au profit d'une Maison de la culture à Angers qu'il installe sur la ville, MCA que certains ne tarderont pas à rebaptiser Monopole de la culture d'Angers. Ajoutons à cela un Palais des congrès qui coûtera la modique somme de neuf milliards de centimes, et qui sera réservé aux associations à fric, les salles de réunion étant en effet hors de prix : 3 000 F pour une salle

de quatre cents places ; 250 F pour une pièce de vingt places... Qu'à cela ne tienne, ce centre de congrès étale ainsi en plein centre-ville son architecture imposante que jouxte un hôtel trois étoiles, s'il vous plaît...

Dernière nouvelle, dans le bulletin municipal, on apprend que Monnier, en liaison avec le commissariat central, va développer le dangereux procédé de l'ilotage (surveillance constante d'un quartier par un ou deux flics rattachés à ce quartier).

Bref, Monnier, tout comme ses collègues au plan national, s'est conduit comme un bon gestionnaire de la société en place, sans rien changer de fondamental à quoi que ce soit. Banquets, parades, commémos, même le décor officiel n'a pas changé. Notre bourgeoisie rose n'a même pas eu le souci de changer la forme, à défaut de changer le fond.

Nous n'avons vraiment rien à attendre de ces gens-là pour un changement en profondeur de la société. Et c'est cette intervention que nous menons dans ces élections en tant que groupe anarchiste.

Il y a six ans, nous disions que Monnier, pas plus qu'un autre, ne changerait quoi que ce soit. Six ans après, l'heure est au bilan. Et notre bilan, nous la faisons donc connaître à nos concitoyens. Nous avons édité et distribué à ce propos une petite brochure à plusieurs milliers d'exemplaires, où nous rappelons tous ces faits de six années de gestion socialiste et où nous esquissons ce que devrait être le fonctionnement d'une commune libre, pilier du système fédéraliste libertaire. Nous multiplions également nos interventions dans la presse (essentiellement *Ouest-France*, vu la censure du torchon local *Le Courrier de l'Ouest*) et sur les ondes de Radio Gribouille à laquelle notre groupe est adhérent.

Enfin, notre meeting du 3 février a permis de réaffirmer nos propositions de gestion directe et nos consignes d'abstention. Ces événements de la vie politique doivent en effet être pour nous l'occasion de rappeler encore et toujours qu'on ne changera pas la société en remplaçant des dirigeants par d'autres dirigeants, mais en balayant ce système capitaliste et étatique par la révolution sociale. Et ceci à Angers comme ailleurs.

Groupe FA d'Angers

Le 26 janvier, Jack Lang a annoncé à grand renfort de trompettes « quinze mesures » pour la bande dessinée, le genre le plus florissant de l'édition française. Le moins qu'on puisse dire, c'est que, contrairement à ce qu'il annonce, elles n'ont pas déchaîné l'enthousiasme de la profession. A Angoulême, éditeurs, scénaristes, dessinateurs, critiques, libraires, diffuseurs, tous faisaient la gueule. Il y a de quoi.

Tout d'abord, ces quinze mesures ne sont que douze. Sur deux points, Lang se contente de dire que des dispositions sont « à l'étude ». Autant dire qu'elles n'existent pas. Une autre mesure consiste à dire que dorénavant on appliquera la loi du 11 mars 1957 (sur la propriété littéraire et artistique) qui ne devait guère l'être : belle mesure ! Lang aurait pu en annoncer comme ça une centaine !

Aides à la création

Chapitre bien maigre. On ne retiendra qu'un bon point, qui est la moindre des choses. Le Centre national des lettres (CNL) ouvrira ses bourses aux dessinateurs. L'intérêt est de voir que son directeur, Jean Cateagno, qui en bon universitaire était très hostile à la BD, a finalement cédé, comme il l'avait fait pour la science-fiction par exemple. Tout le reste, ce ne sont que des aides pour les salons et les expos, les émissions de TV et les musées. C'est bien, mais tellement mineur par rapport au reste.

A quand une vraie aide ? A la diffusion, qui reste toujours concentrée et inégalitaire, à la presse-BD qui meurt, à la circulation des œuvres paralysée entre autres par les mesures de rétorsion des PTT ou la commission paritaire ? Pour ne parler que du plus urgent.

Aides économiques

C'est un chapitre qui n'est pas mauvais, mais qui ne va guère aider les éditeurs et diffuseurs, c'est-à-dire ceux qui profitaient déjà le plus de la chose. La meilleure des mesures est là : l'aide à l'exportation. C'est la seule des quinze qui vaille le détour. Mais il y a aussi la pire de toutes : l'aide à l'édition de BD didactiques et à destination du monde scolaire. On voit bien à qui peut aller cette aide : à L'Histoire de la BD de chez Larousse ou à la Philosophie en BD de D. Huisman, et autres escroqueries intellectuelles. La BD à volonté « didactique » n'a jusqu'ici donné que des horreurs. Faut-il encourager le décourager ? Qui va choisir, sinon des gens non-formés (où l'auraient-ils été ?) à la BD. On ne fait pas de bonne réforme avec des bons sentiments de ce genre. Qu'on fiche la paix aux enfants : ils veulent du plaisir, pas du « didactisme ».

Mesures juridiques

Là on attendait beaucoup. La montagne a accouché d'un souris naine. La loi sclérotée de 1949, loi de censure néopétainiste, loi qui permet d'interdire ou de tuer dans l'œuf toute œuvre de BD d'un simple trait de plume, cette loi dont tout le monde attendait enfin la suppression, n'a même pas été assouplie. Il serait même question d'emballer les BD pour adultes dans des sachets plastiques ! Les lecteurs ne pourront même plus feuilleter les albums ! Un journaliste bien connu pour son soutien presque religieux à Jack Lang s'en étouffait de rage à Angoulême : « Ce n'est pas

possible. Ils se foutent de nous ! ». Il est vrai que ce genre de plaisanterie est fort mal pris au moment où l'édition française dans son ensemble chancelle.

La loi de 1957, elle non plus, n'est ni complétée ni aménagée. On annonce qu'on va l'appliquer mieux. Quel effort 25 ans après, c'est tout ce qu'on a trouvé ? Et on la rendra efficace quand ? Dans 25 ans ?

Les mesures sociales et fiscales sont « à l'étude ». Autant dire renvoyées à 25 ans aussi, à ce rythme-là. Il suffisait pourtant de reprendre les travaux de Pingaud, les multiples suggestions du Conseil permanent des écrivains et autres. Quelle meilleure façon de dire qu'on n'a pas l'intention de toucher à ce non-statut.

Divers

On crée un Centre national à Angoulême, on fait un Musée, une Maison, etc. Poudre aux yeux que tout cela : c'est utile, c'est bien, mais c'est une façon de faire oublier qu'on ne prend pas, par ailleurs, les mesures fondamentales et urgentes.

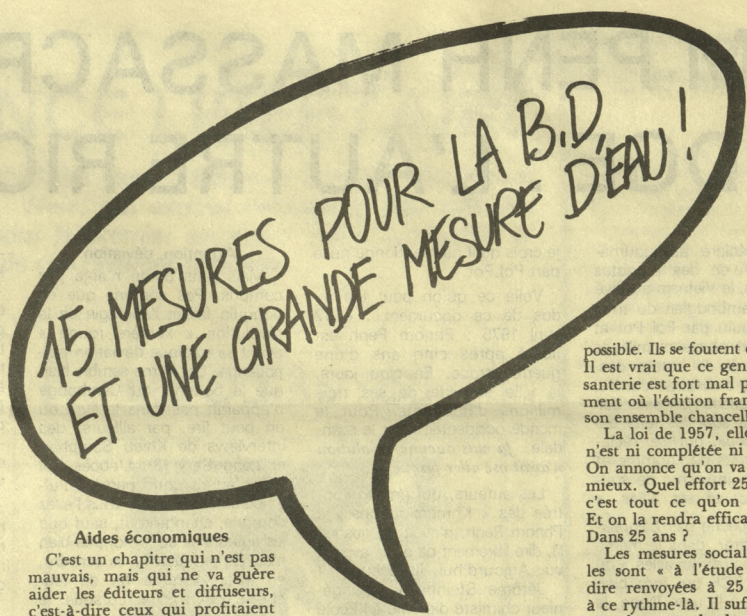
Les mesures se terminent par un appel en faveur du dessin animé, présenté comme un « prolongement audio-visuel de la BD », ce qui est une affirmation tellement fautive qu'on en reste ébahi. Cette confusion

BD-dessin animé a déjà fait tellement de mal, et à la BD et au dessin animé, qu'on ne s'attendait pas à la voir reprise par les conseillers a priori compétents d'un ministre. On n'est pas sorti de l'auberge, même s'il est bon de voir s'esquisser une aide au dessin animé (qui en a bien besoin).

Des pans entiers de la vie de la BD ne sont même pas évoqués : la presse, qui peut crever ; l'aide aux scénaristes, qui peuvent crever ; à l'auto-édition, pour qui rien n'est fait (J. Gattegno disait récemment son hostilité à toute aide à une pratique autogérée dans l'édition : pour lui, les auto-éditeurs sont ceux qui ont été refusés par les « vrais » éditeurs — Voilà qui fera bien rigoler Bretecher avec ses trois cent mille exemplaires par album, ou Fred). Rien non plus sur une meilleure diffusion des œuvres en province, où les lecteurs sont de plus en plus pénalisés. Rien enfin sur les auteurs (bourses exceptées). Rien sur le racket officiel des syndicats et administrateurs judiciaires, sur les faillites qui engraissent tout le monde sauf les auteurs. Il est vrai que ces mesures (ces non-mesures plutôt) ont été en grande partie préparées avec l'aide d'éditeurs ou de responsables de maisons qui n'en sont pas à quelques millions de francs de dettes derrière eux.

Je ne suis pas de ceux qui crachent sur des mesures venant d'un gouvernement. Je vis dedans et m'en accommode en attendant mieux. Mais je suis furieux d'avoir participé à la « table ronde » où Jack Lang avait convié les professionnels. J'y ai entendu bien des doléances et des suggestions. La concertation ne sert à rien si l'on a décidé de n'écouter personne. On ne m'y reprendra pas.

Yves FRÉMION
(Dessinateur)



LES STALINIENS À LA BANQUE D'IMAGE POUR LA POLOGNE

Le principe de la Banque d'Image pour la Pologne (BIPP) est simple : des artistes offrent des œuvres dont certaines sont reproduites en cartes postales ; la vente de ces cartes permettra d'aider les artistes polonais.

On a toutefois quelques surprises en consultant la liste des artistes donateurs, car on y rencontre nombre d'artistes stalinien notoires dont les moindres ne sont pas ceux de l'agence GRAPUS qui fait toutes les affiches et publicités pour le PCF et la CGT — agence dont l'œuvre a même été reproduite dans la première série des cartes postales de la BIPP.

Surprise également quand on s'aperçoit que le secrétaire général (1) de la BIPP est également un artiste stalinien incontesté. Quant au président de la Banque, ceux qui ont écouté l'émission du vendredi 21 janvier sur la BIPP (2) ont pu remarquer son propos d'un pur style stalinien : discours enveloppant, mensonger et déformant la réalité, etc.

Nous serions très heureux que ces gens-là se soient enfin achetés une conduite et soutiennent sincèrement le combat des travailleurs polonais, mais le fonctionnement de la BIPP (association 1901) contredit cet espoir. En fait, bien que la BIPP soit forte de plus de trois cents artistes donateurs, seul son bureau la dirige et prend les décisions sans même en informer la base.

La seule fois qu'une assemblée générale a été convoquée, c'a été le 17 mars, parce que la pression de la base et les pressions extérieures ont été trop fortes ; trop de bruits circulaient, il fallait calmer les esprits.

En fait, l'assemblée générale ne fut qu'une réunion d'information où aucune possibilité de décision ne fut laissée aux participants. Toutefois, la lecture du

bilan financier fit apparaître que la BIPP ne pourrait plus faire face à ses échéances dans les semaines à venir. Or, depuis un an, la Banque continue de fonctionner. Par quel miracle ? Les artistes donateurs ne le savent pas puisqu'aucune circulaire ne leur a été envoyée.

Depuis le 17 mars 1982, de nombreuses et importantes décisions ont été prises par le seul bureau. La BIPP a été exposée dans différentes villes de province et à Paris elle a attribué dix bourses de dix mille francs à dix artistes polonais en exil. Elle a fait par deux fois don de vingt-cinq mille francs à Solidarność en France. Elle a édité un livre et a reçu diverses subventions du ministère de la Culture s'élevant probablement aux alentours de 260 000 F, sans que les artistes donateurs aient été informés, et à plus forte raison sans qu'ils aient pris une décision sur ces sujets importants par le biais d'une assemblée générale. Exemple parfait de bureaucratie stalinienne !

Il faut quand même rappeler que parmi leurs méthodes stalinien, les dirigeants de la BIPP n'ont pas oublié la censure, et les lecteurs de *Monde libertaire* le savent bien puisqu'il a été publié dans ses colonnes le texte que Z. Dlubak avait affiché lors de l'exposition de la BIPP à Paris, texte qui, comme on le sait, a été enlevé par le bureau de la Banque qu'il gênait de par sa teneur.

Malgré tout, nous avons une indication de l'utilisation des fonds recueillis par la BIPP. Lors de l'émission du vendredi 21 janvier sur Radio-Libertaire (2), le président de la Banque nous a dit que ces fonds allaient être consacrés à acheter des catalogues d'expositions qui seront envoyés en Pologne. Tout le monde sait que les collègues polonais manquent de matériel et la BIPP va envoyer là-bas non pas de la

peinture, des pinceaux, des crayons, etc., mais des catalogues d'expositions. Ce qui fait que la Banque va se servir des fonds recueillis pour les artistes polonais pour aller faire de la publicité en Pologne pour des artistes français, de préférence stalinien et membres de la BIPP (cela va de soi). Au niveau de la magouille, les marxistes nous étonneront toujours.

Il y aura quand même une assemblée générale à la fin de l'action de la Banque vers le mois de juin, quand tout sera fini et que la base n'aura plus son mot à dire. A ce moment-là, sera également publié le bilan définitif de la BIPP, quand il sera trop tard. Mais le scandale, c'est que ce jour-là les artistes donateurs apprendront que leurs œuvres ont été données au Musée de la publicité. Ces œuvres sont environ deux cent cinquante, ce qui représente une jolie somme d'argent. Il s'agit là d'un détournement de fonds.

En effet, les œuvres ont été données par les artistes pour « venir en aide au peuple polonais » (3) et non pas pour enrichir un musée où elles seront enterrées et, qui plus est, un musée privé.

Il faut donc que les pressions, tant intérieures qu'extérieures, sur la BIPP obligent la Banque à vendre ces œuvres en vente publique (en plusieurs vacations pour que ces œuvres ne soient pas bradées) et que le produit de la vente aille à Solidarność, parce qu'au moins nous serons sûrs, cette fois, de la destination de l'argent.

Servin
(plasticien et artiste donateur de base à la BIPP)

(1) Nouvelle composition du bureau : 7 juillet 82.

(2) Emission : « Je veux aller sur la rive d'en face », vendredi 21 janvier, de 22 h à 24 h, sur Radio-Libertaire.

(3) Statut de la BIPP, art. 2 du 5 janvier 1982.

— PHNOM PENH MASSACRÉE —

CAMBODGE : L'AUTRE RICTUS

Le 7 janvier, *Le Nouveau Vendredi* (émission télévisée de FR3) était consacré au Cambodge 1979-1983. Après avoir connu l'autogénocide des Khmers rouges (1975-1979), ce pays est maintenant sous domination vietnamienne, quoique l'armée de Hanoi, officiellement, ne soit intervenue que pour des raisons humanitaires. Toutefois, d'après le document diffusé par FR3, les Khmers rouges ont bénéficié de l'aide des Vietnamiens dans leur conquête du pouvoir (1). C'est un peu le *remake* de la charité chrétienne : pour faire du bien aux pauvres, il faut d'abord des structures qui les secrètent...

Dans *L'Humanité* du même jour, Claude Dureste parle de l'autogénocide comme de « l'un des pires massacres que l'histoire ait connus » et évoque « les camps d'extermination des Khmers rouges que l'on ne peut s'empêcher de comparer à Auschwitz » (2).

Toujours dans le quotidien communiste, mais cette fois du 27 octobre 1982, on pouvait lire en page 8 dans un encadré : « Les Etats qui ont contribué au maintien à l'ONU des responsables d'un génocide qui a coûté des millions de vies humaines ne s'honorent pas ; c'est un défi à la conscience universelle, au respect des droits de l'homme. » Parmi ces Etats se trouvent les Etats-Unis, la Grande-Bretagne et la Chine. A la page suivante, à Pékin,

Marchais déclare aux journalistes : « Avec des patriotes cambodgiens, le Vietnam a sauvé le peuple cambodgien du total génocide voulu par Pol Pot et qui avait fait plusieurs millions de morts, de la totale destruction de la civilisation khmère, de ses immenses richesses culturelles. Tels sont les faits qui accablent ceux qui se réclament des droits de l'homme et continuent aujourd'hui de soutenir Pol Pot et ses alliés. »

Cela n'empêche pas *L'Humanité* de célébrer, dans le même numéro, « les retrouvailles » du PCC et du PCF qui font bien évidemment à la une. Donc, le PCF a renoué avec le parti qui préside aux destinées d'un Etat qui « ne s'honore pas » en maintenant les Khmers rouges à l'ONU, et ce, bien que les faits l'accablent... Premier petit point de dialectique à examiner, camarade Georges ! Mais là n'est pas l'essentiel. Comme dirait le susnommé : « La vérité, la voilà ! »

Mais en 1976...

En 1976 paraissait aux Editions sociales (c'est-à-dire les éditions du PCF) un ouvrage : *Phnom Penh libéré*, de Jérôme et Jocelyne Steinbach, qui portait en sous-titre : *Cambodge, l'autre sourire* (3). Ce petit livre fait l'apologie de la « libération » du Cambodge par les Khmers rouges, fort de la dénonciation du régime américain de Lon Nol (4), mais

je crois qu'il ne mentionne nulle part Pol Pot.

Voilà ce qu'on peut lire au dos de ce document : « 17 avril 1975 : Phnom Penh est libéré après cinq ans d'une guerre atroce. En cinq jours, la ville se vide de ses trois millions d'habitants. Pour le monde occidental, c'est le scandale : *Jamais aucune révolution n'avait osé aller jusque là*... »

Les auteurs, qui ont vu l'entrée des « Khmers rouges » à Phnom Penh, n'avaient pu, jusque là, dire librement ce qu'ils avaient vu. Aujourd'hui, ils accusent ! Jérôme Steinbach est ingénieur chimiste diplômé à l'Ecole normale supérieure de chimie de Montpellier. Jocelyne, sa femme, est institutrice. C'est en tant que coopérants qu'ils sont partis au Cambodge en 1973. Ils y ont vécu des événements historiques et, de retour à Paris, découvrent, horrifiés, les titres de la presse française. Leur témoignage est ignoré (5). Il fallait que la vérité fût dite, d'autant qu'aujourd'hui la révolution cambodgienne est insuffisamment comprise. »

Chargée de la propagande, l'association France-Cambodge, qui organise des conférences avec projection de films (6), n'hésite pas à crier à la calomnie contre ceux qui, sans doute, ne comprennent pas la révolution cambodgienne... celle-ci étant en butte à « une campagne systématique et malveillante » (7).

Attention, déviation

Mais sans doute n'ai-je pas compris. Pas compris que ce bouquin faisait l'apologie de la révolution « khmère rouge » avant sa tragique déviation polpotienne. Car, il me semble bien que le boucher du Cambodge n'apparaît pas dans le livre où on peut lire, par ailleurs, des interviews de Khieu Samphan et Leng Sary (8). L'accès Pol Pot n'aurait donc percé qu'ultérieurement. Ce qui, vous l'avez compris, change tout, sauf que les auteurs se sont montrés bien mauvais prophètes ! Ils écrivent, en effet, vers la fin de leur chef-d'œuvre : « Lorsque le Cambodge sera devenu un pays moderne et développé — et gageons que cette époque où il aura atteint le second stade de développement qu'il s'est fixé n'est pas si lointaine qu'on ne le pense — il sera temps de découvrir la justesse des positions aussi bien intérieures qu'extérieures du FUNK (9), pour tous ceux qui en 1975 refusent d'en mesurer la juste signification. »

Retournement et stratégie

De tout cela, il ressort que : - Cette Chine « si populaire » a permis l'autogénocide (un bien vilain néologisme...) du Cambodge et continue de soutenir officiellement les Khmers rouges. - Le Vietnam a permis la chose, mais a su retourner sa *battle dress*...

- Les Etats-Unis, après avoir soutenu un régime corrompu — celui du maréchal Lon Nol — et bombardé le Cambodge, apportent leur soutien diplomatique onusien aux Khmers rouges. Sûrement pour plaire à la Chine — *business is business* — qui les a déjà contraints à « lâcher » Taïwan. - Le PCF, toujours dans les coups feux, était au rendez-vous.

Aussi, si jamais on me demande s'il est réformiste ou révolutionnaire, je saurai quoi répondre : c'est un parti-charnier !

Yves LECONTE
(sympathisant)

(1) L'ancien chef de l'Etat, Heng Samrin, est un ancien Khmer rouge « non polpotien », rallié aux Vietnamiens en 78, précise le reportage.

(2) Dans l'un des premiers numéros d'Actuel, B. Kouchner avait écrit son témoignage intitulé : En remontant le Mekon jusqu'à Auschwitz.

(3) Collection Notre Temps-Monde n° 11.

(4) Faut-il souligner, une fois de plus, le cynisme total des Etats-Unis qui réussissent à soutenir les Khmers rouges qui ont pourtant renversé un régime made in USA. Dame, si on veut vendre du coca aux Chinois...

(5) Les pointillés font partie du texte. (6) Peuple héroïque, si ma mémoire est bonne.

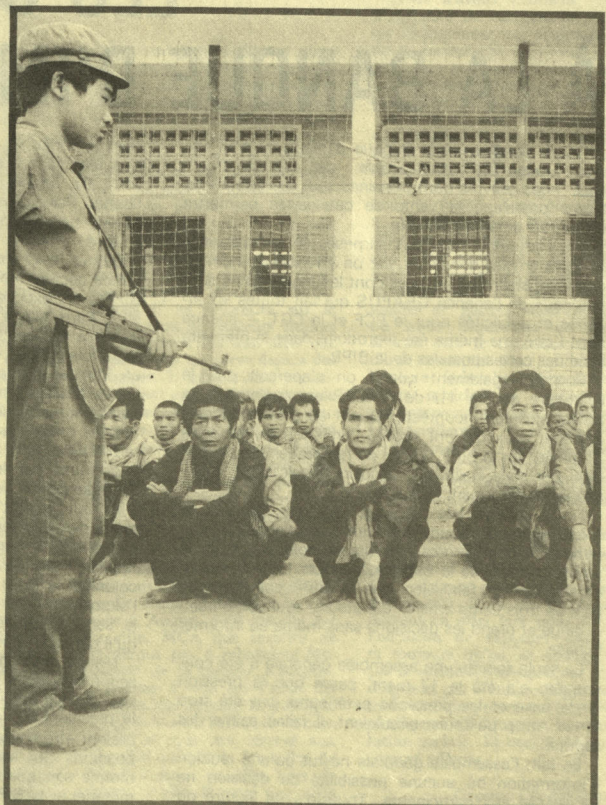
(7) Ouest-France du 4 mars 1976.

(8) Principaux chefs des Khmers rouges.

(9) Quelque chose comme le Front uni national du Kampuchea.



Cette jeune recrue de l'armée Pol-Pot a douze ans. Ses aînés ont en moyenne dix-huit ans.



Profilons Khmers rouges du nouveau régime cambodgien.

BELGIQUE

L'ALLIANCE LIBERTAIRE

L' ALLIANCE libertaire vient d'éditer le premier numéro de son bulletin : *Noir*, qui expose l'ensemble des activités envisagées pour le premier semestre 1983. *Le monde libertaire* se fera l'écho de ces diverses activités.

L'animation vidéo de l'Alliance libertaire a réuni dix-huit personnes le samedi 29 janvier en son local. On passait le film *Entre deux cultures* réalisé par notre compagnon Avelino Carvajal. Le film donnait la parole à de jeunes immigrés de la deuxième génération. Garçons et filles de l'enseignement technique ou professionnel, tous exprimaient leur malaise de n'être compris ou acceptés par personne. Ni par leurs parents dont ils n'admettent plus les valeurs traditionnelles, ni par les Belges pour qui ils demeurent des étrangers, des basanés !

De ce malaise naissent des sentiments confus, divers, contradictoires. Certains méprisent le pays de leurs parents qu'ils qualifient d'arriéré, d'autres disent vouloir rentrer au pays pour l'aider à s'en sortir. Certains haïssent les Belges, d'autres ne veulent plus faire de distinction entre les nationalités, se sentent solidaires de tous les êtres humains. Ainsi, tout est possible, mais ce qui est certain c'est que cette situation sera toujours difficile à vivre.

Cette animation a permis à l'Alliance libertaire de faire connaissance d'un groupe de jeunes anarchistes espagnols avec qui une collaboration fructueuse s'annonce. D'autres relations se sont nouées à cette occasion, qui sont toutes prometteuses.

Petit à petit, patiemment, l'Alliance libertaire tisse un réseau et joue donc bien son rôle de lieu de rencontres pour tous les libertaires belges.

En 1969, naissait l'Alliance grâce aux dons de Hem Day qui fut pendant près de cinquante ans l'une des principales figures de l'anarchisme en Belgique. Le but poursuivi était d'édifier un Centre de documentation et de culture libertaires pour mieux faire connaître les idées anarchistes.

Née dans l'atmosphère favorable de l'après-68, l'Alliance devait disparaître en 1974 des suites de dissensions internes.

L'Alliance avait plusieurs défauts mortels. D'abord, elle devait compter sur l'hospitalité d'autres associations. En 1974, obligée de quitter la Maison de la Paix, elle se réfugia dans un local occupé par l'ORA (Organisation révolutionnaire anarchiste).

Ensuite, ses statuts, son mode de fonctionnement permettaient la manipulation des assemblées générales, en créant des majorités factices. Ce dont l'ORA ne se priva pas pour mettre la main sur le patrimoine de l'Alliance. Les gestionnaires, mis en minorité, furent exclus... Quelques mois plus tard, l'ORA, passant au marxisme modèle internationalisme, liquidait l'Alliance.

Aujourd'hui, l'Alliance libertaire reprend l'objectif poursuivi par l'Alliance, mais avec davantage de garanties.

«NOIR» n°1



«NOIR» est édité

par: **L'ALLIANCE libertaire A.S.B.L.**

91, rue de l'Ascension - 1030 Bruxelles



Tout d'abord, nous avons un local bien à nous, même si nous n'en sommes que locataires. Ensuite, des précautions ont été prises de manière à ce que les décisions soient prises uniquement par les membres effectifs, c'est-à-dire ceux qui travaillent effectivement à la gestion et au développement de l'association.

C'est donc à une renaissance de l'Alliance qu'on assiste... Plus que jamais, il s'agit de faire connaître les idées et les expériences libertaires, de promouvoir une manière de raisonner propre aux anarchistes, d'être un lieu de rencontres et d'animation ouvert à tous les sympathisants.

C'est pourquoi nous mettons sur pied une bibliothèque centrée sur l'anarchisme, des groupes de recherches, des rencontres, des expositions, un atelier vidéo, une émission radio, la publication de brochures et d'un bulletin..., et bien d'autres choses encore, car l'ignorance n'a jamais rendu service à personne, comme disait l'autre.

Dans l'actuel contexte de crise économique, les propositions libertaires prennent un relief particulier.

Nous n'entrons pas dans la stratégie éculée de la gauche qui ne fait que se présenter en meilleur gestionnaire du capitalisme. Ce que nous voulons, c'est la fin de ce régime, c'est l'autogestion généralisée à tous les aspects de la vie. Ce qui implique à nos yeux l'abolition

du salariat et de l'Etat. Pour nous, il est inconcevable que les hommes puissent en contraignant d'autres à passer le plus clair de leurs journées, le plus long de leur vie dans un atelier ou un bureau sous peine de sombrer dans la misère.

Pour nous, il est inconcevable que les organes autogestionnaires puissent subir la concurrence de l'Etat. Les expériences russe en 1917, espagnole en 1936, yougoslave en 1945 ou algérienne en 1962 nous montrent que cette concurrence tourne toujours en faveur de l'Etat, cet appareil de domination par excellence. Pour nous,

Pour nous, enfin, la liberté n'est pas un mot creux, mais la condition indispensable à l'épanouissement de tous les individus. Elle doit être réellement vécue par tous, à tous moments et partout. Elle s'oppose à toute forme de contrainte : économique, politique, sociale, idéologique, morale.

Ce que nous voulons, c'est une société d'hommes libres, s'associant librement. Une société sans Etat !

Que ce soit possible, c'est de cela dont il faut convaincre ceux et celles qui subissent le pouvoir. C'est en ayant une vision claire du but poursuivi qu'on a le plus de chances de ne pas voir détourner la lutte contre le pouvoir par un nouveau pouvoir.

L'Alliance libertaire

L'anarcho-syndicalisme au Japon

EN dépit de la répression grandissante menée par les services de la Sûreté japonaise, le mouvement anarcho-syndicaliste japonais s'avère être en pleine expansion.

Alors qu'un secteur du Syndicat des travailleurs de l'hygiène publique entamait une grève avec le soutien de nos camarades dans la région de Saitama (près de Tokyo), les services de la Sûreté intervinrent violemment afin de briser cette grève et arrêterent nombre de nos camarades.

La police effectua également une perquisition au domicile de l'un de nos compagnons, raflant le fichier de nos adhérents et saccageant les lieux.

Nos sympathisants ont, quant à eux, reçu des menaces de mort émanant des fascistes d'extrême droite.

Malgré cette vague de répression, la lutte se poursuit. En sus de la publication des bulletins et des brochures, le nouvel organe mensuel de l'organisation anarcho-syndicaliste japonaise : *Rentai* (Solidarité) vient d'être publié. La publication initiale de *Rentai* (mars 81) renfermait un rapport consécutif du plénum (décembre 80) de l'organisation anarcho-syndicaliste internationale, l'AIT, ainsi qu'une traduction du manifeste adressé à l'ensemble des travailleurs.

Rentai a publié par ailleurs plusieurs manifestes appelant à une résurgence du mouvement ouvrier japonais.

L'un de ces manifestes dénonce la mainmise des syndicats de collaboration de classes sur le mouvement ouvrier, qui empêchent par leurs arguments fallacieux toute action directe.

Pour l'heure, nous ne constituons qu'une minorité, mais il existe indéniablement dans tout le pays une renaissance du mouvement ouvrier.

Nos camarades japonais concentrent par ailleurs leurs efforts sur la nécessité d'organiser une solidarité effective entre les travailleurs de l'Asie et ceux de l'Océanie, en vue de lutter contre l'exploitation des capitalistes japonais. Pour atteindre ce but, il faut tenter d'impulser la grève générale internationale contre les corporations multinationales.

Ces mêmes camarades ont également entrepris d'établir des contacts étroits avec les organisations ouvrières dans les pays d'Amérique latine qui sont en passe d'être envahis par ces corporations multinationales. Ainsi, s'est-il développé à Mexico une grève importante contre Nissan, une firme automobile japonaise.

Nos camarades lancent un appel afin de soutenir les ouvriers japonais dans leurs luttes.

(Extrait du bulletin de l'organisation anarcho-syndicaliste internationale AIT).

ETATS-UNIS

La guerre contre l'A.I.M. se poursuit

A U cas où quelque chose m'arriverait, je tiens à ce que l'on sache que je n'ai et n'aurai jamais l'intention de me suicider... Si quelque chose devait m'arriver, ni moi-même, ni les amis qui veillent sur moi n'en seraient responsables.

(Léonard Peltier, pénitencier de Marion, février 1981).

Voilà plus de deux cents jours que Léonard Peltier, reconnu coupable du meurtre de deux agents du FBI (ML n° 468), attend que la justice américaine daigne réviser son procès. Les nouvelles pièces à verser au dossier Peltier ne font pourtant pas défaut.

Le silence criminel de la justice est révélateur de l'embarras devant lequel elle se trouve. La nature de ces nouvelles preuves risque en effet d'entacher une fois de plus l'image du système policier et pourrait bien venir éblouir dame Justice elle-même.

Ces nouvelles preuves mettent en lumière, et ce, de manière flagrante, le rôle particulièrement ordurier de la police dans cette affaire ; il apparaît à la lueur de ces découvertes que la quasi-totalité des pièces composant l'acte d'accusation ont été tout bonnement fabriquées : un témoin de l'accusation, Mme Poor Bear, a été menacé, voire même drogué, afin d'obtenir

de sa part une fausse déposition. S'étant rétractée au cours du procès, Mme Poor Bear a déclaré avoir été contrainte à signer ces dépositions sans en connaître même la teneur.

Le jury n'a pas été autorisé à prendre en compte son témoignage, celui-ci ayant été jugé hors propos ! De fausses pièces d'accusation ont cependant été utilisées pour extradier Léonard du Canada.

Par ailleurs, l'arme AR15 que l'accusation désigne comme ayant constitué l'arme du meurtre, arme soi-disant utilisée par Léonard, n'est pas l'arme qui a servi à tuer les deux agents.

De récentes investigations prouvent que le véhicule filé par les agents du FBI dans la réserve, le jour du meurtre, n'était pas celui de Léonard Peltier.

Il est prouvé aujourd'hui que le prétendu témoin oculaire Frédéric Coward, agent du FBI, était dans l'absolue incapacité d'identifier quiconque à la distance à laquelle il se tenait.

Actuellement, le comité de défense de Léonard Peltier se bat pour obtenir une révision du procès, ultime chance pour Léonard. Ce comité a également entamé une lutte pour le transfert de Léonard hors des murs du pénitencier de Marion où les suicides « organisés » sont monnaie courante.

(D'après la revue *Bayou la Rose*)

QU'EST-CE QUE LE GOUVERNEMENT ? QU'EST-CE QUE DIEU ?

LE texte publié ci-dessous est extrait d'un article de Proudhon paru sous le titre : *Qu'est-ce que le gouvernement ? Qu'est-ce que Dieu ?* dans *La Voix du Peuple* du 5 novembre 1849.

Le journal *La Voix du Peuple*, dirigé de la prison de Sainte-Pélagie par P.-J. Proudhon, était le continuateur de « deux feuilles tombées l'une après l'autre sous les coups de la réaction et de l'état de siège » : *Le Représentant du Peuple* (octobre 1847 à juin 1848) et *Le Peuple* (novembre 1848 à juin 1849).

C'est en effet le 9 juin 1849 que Proudhon est jeté en prison, suite à de violents articles contre Louis-Napoléon Bonaparte parus dans *Le Peuple* les 26 et 27 janvier. Il continuera cependant à diriger *La Voix du Peuple* de sa prison. Un article du 5 février 1850 intitulé : *Vive l'Empereur* entraînera sa mise au secret ; un autre, du 17 avril, son transfert à la citadelle de Doullens. Finalement, en mai, il échouera à la Conciergerie où il écrira *Idee générale de la révolution au XIX^e siècle* (1). Sous ce titre sont d'ailleurs rassemblées quelques études que *La Voix du Peuple* avait promis à ses lecteurs, projet ajourné par l'interdiction de ce journal « après quelques mois d'existence, par autorité de police et force des baïonnettes ».

Après la croyance à Dieu, celle qui occupe le plus de place dans la pensée générale est la croyance à l'Autorité. Partout où il existe des hommes groupés en société, on retrouve, avec le rudiment d'une religion, le rudiment d'un pouvoir, l'embryon d'un gouvernement. Ce fait est aussi primitif, aussi universel, aussi irrécusable que celui des religions.

Mais qu'est-ce que le Pouvoir, et quelle est la meilleure forme de Gouvernement ? Car il est clair que si nous parvenions à connaître l'essence et les attributs du pouvoir, nous saurions du même coup quelle est la meilleure forme à lui donner, quelle est, de toutes les constitutions, la plus parfaite. Nous aurions de la sorte résolu l'un des deux grands problèmes posés par la Révolution de Février : nous aurions résolu le problème politique, principe, moyen ou but — nous ne préjugeons rien — de la réforme économique.

Eh bien ! sur le Gouvernement comme sur la Religion, la controverse dure depuis l'origine des sociétés, et avec aussi peu de succès. Autant de gouvernements que de religions, autant de théories politiques que de systèmes de philosophie : c'est-à-dire, pas de solution. Plus de deux mille ans avant Montesquieu et Machiavel, Aristote, recueillant les définitions diverses du gouvernement, le distinguait suivant ses formes : patriarchies, démocraties, oligarchies, aristocraties, monarchies absolues, monarchies constitutionnelles, théocraties, républiques fédératives, etc. Il déclarait, en un mot, le problème insoluble. Aristote, en matière de gouvernement, comme en matière de religion, était sceptique. Il n'avait foi ni en Dieu ni à l'Etat.

Et nous qui, en soixante années, avons usé sept ou

huit espèces de gouvernements ; qui, à peine entrés en République, sommes déjà las de notre Constitution ; nous, pour qui l'exercice du pouvoir n'a été, depuis la conquête des Gaules par Jules César jusqu'au ministère des frères Barrot, que la pratique de l'oppression et de l'arbitraire ; nous enfin qui assistons en ce moment aux saturnales des gouvernements de l'Europe, avons-nous donc plus de foi qu'Aristote ? N'est-il pas temps que nous sortions de cette malheureuse ornière, et qu'au lieu de nous épuiser davantage à la recherche du meilleur gouvernement, de la meilleure organisation à faire de l'idée politique, nous posions la question, non plus sur la réalité, mais sur la légitimité de cette idée ?



Proudhon s'attaquant à la propriété.

Pourquoi croyons-nous au Gouvernement ? D'où vient, dans la société humaine, cette idée d'Autorité, de pouvoir ; cette fiction d'une Personne supérieure, appelée l'Etat ?

Comment se produit cette fiction ? Comment est-ce qu'elle se développe ? Quelle est sa loi d'évolution, son économie ?

N'en serait-il point du Gouvernement comme de Dieu et de l'Absolu, qui ont si longtemps et si infructueusement occupé les philosophes ? Ne serait-ce pas encore une des conceptions primogènes de notre entendement, auxquelles nous donnons à tort le nom d'idées, et qui, sans réalité, sans réalisation possible, n'expriment qu'un indéfini, n'ont d'essence que l'arbitraire ?

Et puisque, relativement à Dieu et à la Religion, l'on a trouvé déjà, par l'analyse philosophique, que

sous l'allégorie de ses mythes religieux, l'Humanité ne poursuit autre chose que son propre idéal, ne pourrions-nous chercher encore ce qu'elle veut sous l'allégorie de ses mythes politiques ? Car enfin, les institutions politiques, si différentes, si contradictoires, n'existent ni par elles-mêmes, ni pour elles-mêmes ; ainsi que les cultes, elles ne sont point essentielles à la société, ce sont des formules ou combinaisons hypothétiques, au moyen desquelles la civilisation se maintient dans une apparence d'ordre, ou pour mieux dire, cherche l'ordre. Quel est donc, encore une fois, le sens caché de ces institutions, le but réel où vient s'évanouir le concept politique, la notion du gouvernement ?

En deux mots, au lieu de voir dans le gouvernement, avec les absolutistes, l'organe et l'expression de la société ; avec les radicaux, un moyen de révolution : essayons d'y voir simplement un phénomène de la vie collective, la représentation externe de notre droit, l'éducation de quelqu'une de nos facultés. Qui sait si nous ne découvrirons point alors que toutes ces formules gouvernementales, pour lesquelles les Peuples et les citoyens s'entr'égorgent depuis soixante siècles, ne sont qu'une fantasmagorie de notre esprit, que le premier devoir d'une raison libre est de renvoyer aux musées et aux bibliothèques ?

Telle est la question posée et résolue dans les *Confessions d'un révolutionnaire*, et dont *La Voix du Peuple* se propose, à l'aide des faits que lui fournissent et le pouvoir et les partis qui se le disputent, de donner jour par jour le commentaire.

De même que la Religion, le Gouvernement est une manifestation de la spontanéité sociale, une préparation de l'Humanité à un état supérieur.

Ce que l'Humanité cherche dans la Religion et qu'elle appelle Dieu, c'est elle-même.

Ce que le citoyen cherche dans le Gouvernement et qu'il nomme *Roi, Empereur ou Président*, c'est lui-même aussi, c'est la liberté.

Hors de l'Humanité, point de Dieu ; le concept théologique n'a pas de sens : — Hors de la Liberté, point de Gouvernement ; le concept politique est sans valeur.

La meilleure forme de Gouvernement, comme la plus parfaite des religions, prise au sens littéral, est une idée contradictoire. Le problème n'est pas de savoir comment nous serons le mieux gouvernés, mais comment nous serons le plus libres. La liberté adéquate et identique à l'ordre, voilà tout ce que contiennent de réel le pouvoir et la politique. Comment se constitue cette liberté absolue, synonyme d'ordre ? Voilà ce que nous enseignera l'analyse des différentes formules de l'autorité. Pour tout le reste, nous n'admettons pas plus le gouvernement de l'homme par l'homme, que l'exploitation de l'homme par l'homme...

(1) Réédité dans la Collection anarchiste, aux éditions du groupe Fresnes-Antony de la FA. En vente à la librairie du Monde libertaire : 45 F.

expressions

NOTES DE LECTURE

« Libération nationale et révolution sociale »

par
G. Balkanski

NOS camarades du groupe Fresnes-Antony de la Fédération anarchiste nous donnent une preuve de plus de la vitalité dont ils regorgent, mais aussi des efforts qu'ils déploient pour faire connaître la pensée anarchiste.

En plus de leur collection de brochures, *Volonté anarchiste*, déjà importante, ils continuent leur effort d'édition en faisant paraître le troisième titre de *Collection anarchiste : Libération nationale et révolution sociale*, de G. Balkanski (1).

Il peut sembler étonnant de voir un militant libertaire s'intéresser aux luttes de libération nationale, et encore plus d'appréhender qu'au début de ce siècle les compagnons anarchistes

bulgares se sont livrés entièrement au mouvement de libération de la Macédoine qui, à cette époque, connut son heure de gloire. Pourtant, ces militants savaient pertinemment que nulle idée, hormis la religion, n'était plus néfaste pour le progrès que cette conception étroite de l'organisation de la société qu'est le nationalisme.

En fait, on retrouve dans les soulèvements populaires qui eurent lieu vers 1900 en Macédoine le même processus qui déclencha la Commune de Paris : la libération nationale du joug turc devait être l'amorce d'une transformation sociale radicale. En ce sens, les premiers représentants de la pensée libertaire en Bulgarie qui, tout

en étant internationalistes, se consacraient à la lutte de libération nationale, sont les continuateurs de Bakounine.

Et ce n'est pas un hasard si l'auteur présente son livre en comparant les positions de Bakounine à celles de Marx en ce qui concerne les luttes nationales : le premier « luttant pour la libération de tous les peuples », le second soutenant des positions uniquement tactiques visant à affaiblir la Russie par rapport à l'Allemagne.

Mais le plus intéressant de ce livre est de nous présenter des militants et une organisation dont l'histoire est assez mal connue (2), quand elle n'est pas falsifiée par les tenants du pouvoir populaire actuels. Car depuis 1869, le socialisme liber-

taire a toujours été présent en Bulgarie, grâce notamment à Christo Botev — ami et disciple de Bakounine —, et ses représentants ont participé à tous les mouvements sociaux pour aider et organiser la lutte, alors que les marxistes (sociaux-démocrates) en étaient absents. Le mouvement révolutionnaire pour la libération nationale de la Macédoine, les premiers groupes libertaires, le mouvement de guérillas, le terrorisme, les insurrections sont autant de maillons d'une chaîne qui va de la Première Internationale à la création de l'organisation spécifique, la Fédération anarchiste communiste bulgare, en 1919, interdite après la Seconde Guerre mondiale. L'auteur nous montre que toutes ces actions soute-

nues par une théorie solide ainsi que des hommes déterminés et extrêmement populaires ont laissé des traces indélébiles dans la mémoire collective du peuple bulgare.

La connaissance du sujet, l'analyse des faits, leur critique ainsi que des précieuses leçons à en tirer font de ce livre un document intéressant et nous ne saurions trop vous conseiller de le lire.

J.-C. MERCADER

(1) En vente à la librairie du Monde libertaire au prix de 45 F.

(2) *Volonté anarchiste n° 16-17* : Histoire du mouvement libertaire en Bulgarie, par G. Balkanski. En vente à la librairie du monde libertaire, au prix de 25 F.

NOTES DE LECTURE

Pour ou contre les élections

par E. Malatesta et F.-S. Merlino

Anarchistes, socialistes et communistes

par E. Malatesta

A PRÈS trois brochures parues sous le titre de Ecrits choisis, le groupe 1^{er} Mai, d'Annecy, vient de faire paraître à la fin de l'année 1982, date anniversaire du cinquantenaire de la mort d'Errico Malatesta, deux livres d'importance et d'actualité.

Une critique, cependant, commencera cette note de lecture, car c'est la première chose qui choque lorsque l'on a le livre entre les mains ; pourquoi, encore une fois, avoir mis en couverture une mitrailleuse et des fusils sur un livre parlant d'anarchisme ? Quand pourra-t-on être débarrassé définitivement de cette image de marque, de ce folklore de représentations violentes qui fait plus penser à des publicités pour vendre des armes aux Etats meurtriers qu'à une représentation d'un combat pour l'anarchisme comme proposition sociale d'une société d'épanouissement des individus, d'une société d'hommes libres ?

Le premier livre : Pour ou contre les élections (1), retrace la polémique qui eut lieu dans les journaux entre Errico Malatesta et Francesco Saverio Merlino dans les années 1897-1898.

Merlino s'éloigne, petit à petit, de l'anarchisme, lui qui s'était battu avec Malatesta, à l'intérieur du mouvement anarchiste, pour l'organisation, pour des propositions anarchistes sérieuses, contre tout un folklore d'optimisme béat, où tout serait résolu le jour de la révolution, contre la tendance d'anarchistes à la démission du combat social pour s'isoler dans l'élitisme.

Parti d'un appel à voter aux élections politiques pour faire de l'agitation révolutionnaire lors de la campagne pré-électorale, sans se faire d'illusions sur le Parlement (position bien connue de nos gauchistes post-soixante-huitards, mais, eux, ayant l'opportunisme et la recherche du pouvoir en plus), avec la volonté de réconcilier socialistes et anarchistes, il arrivera à se présenter lui-même quelques années plus tard aux élections.

Malatesta maintiendra les principes anarchistes, et c'est une polémique sérieuse qui se déroule sous nos yeux sur une période d'une année, entre deux hommes dont l'intégrité n'est nullement mise en doute, deux hommes liés par une solide amitié.

Ce livre, facile et plaisant à lire, nous donne une vue quasi exhaustive du problème, et c'est une arme contre l'électorisme à lire et à faire lire autour de nous.

Le deuxième livre : Anarchistes, socialistes et communistes (2), avec en annexe : Anarchistes, démocrates et républicains, est un recueil d'articles de journaux et de brochures de Malatesta parus entre les années 1890 et 1925, la majeure partie se situant à partir de 1920.

A l'heure où la politique électorale a fait perdre tous leurs sens aux mots, à l'heure où les programmes et les articles de journaux sont de plus en plus insignifiants pour ne rebouter personne, quelle joie de lire ces lignes de Malatesta défendant ses idées et l'anarchisme, dans un langage clair, pour tous, pour convaincre et non faire plaisir.

A l'heure où l'on commence à parler des goulags, mais où la gauche et l'extrême gauche sont encore incapables de dire que les régimes communistes russe, chinois, cambodgien, cubain, etc. sont les pires régimes d'exploitation et d'oppression ayant jamais existé ; à l'heure où des drapeaux noirs et rouges flottaient à la Bastille le 10 mai pour le pouvoir socialiste : quel plaisir, mais quelle douleur aussi, que de lire ce livre où les définitions de l'anarchisme, du socialisme et du communisme sont claires, où les conséquences logiques de la prise du pouvoir des socialistes et communistes sont démontrées.

L'opposition est irréductible entre les autoritaires et les anti-autoritaires, les étatistes et les anarchistes, les marxistes et les anarchistes ; combien de fois faudra-t-il encore le dire et le démontrer ?

Deux livres, donc, qu'il est nécessaire de lire pour accroître notre volonté de nous battre et de nous organiser, mais toujours pour l'anarchisme.

Groupe Malatesta

(1) En vente à la librairie du Monde libertaire au prix de 15 F.
(2) En vente à la librairie du Monde libertaire au prix de 50 F.

SPECTACLES

- Michel Jonasz, jusqu'au 19 février à l'Olympia.
- Jean Vasca, le 8 mars à Sucy-en-Brie.
- Jacques Bertin, le 25 février à Vaulx-en-Vélin.
- Xavier Lacouture jusqu'au 19 février à Aime.
- Claire et Pascal Genneret le 19 février à Vendôme.
- Gilbert Lafaille le 19 février à Bégles.
- Henri Tachan, le 23 février à Fribourg (Suisse) ; le 25 février à Neuchâtel.

PROCHAINS INVITÉS DE RADIO-LIBERTAIRE

- Mercredi 16 février : « Le feuilleton du Coral » (18-19 h) : nouvelle rubrique avec le comité de soutien au Coral.
- « L'invité quotidien » (20-22 h) : Yves Frémion et son livre *L'ABC de la BD*.
- Jeudi 17 février : « C'est la lutte finale » (12-14 h) : avec Michel Bianchi parlera de son livre : *La Révolution culturelle de l'An II*.
- « Cérémonie 1984 » (15-16 h) : peut-on faire l'amour avec un adversaire politique, émission animée par Yves Frémion.
- « La vie d'artiste » (16-18 h) : Servin plasticien invite Michel Ragon.
- « L'invité quotidien » (18-22 h) : Gérard Laniez, militant politique dunkerquois passé en délit de proxénitisme sur la base d'un dossier vide et de faux témoignages... Il a passé six mois en prison. La justice lui réclame maintenant des millions d'anciens francs !
- « Sans Frontières » (22-24 h) : suite de la « poésie en Italie », du cinquecento au futurisme italien.
- Vendredi 18 février : « La bourse et la vie » (11-12 h) : l'AFOC parlera des voyages organisés.
- « Le magazine pour rire » (14-18 h) : Francesca Solleville, le mime Cotillard et Magalie Magne.
- « L'invité quotidien » (20-22 h) : La LDH parlera de la délinquance et des prisons.
- « Je veux aller sur la rive d'en face » (22-24 h) : débat sur « ministère de la Culture et marginalité ».
- Samedi 19 février : « Croissant show » (9-12 h) : à propos des municipales, deux exemples d'auto-organisation d'associations : la Brouette et le Canard du 13^e.
- Dimanche 20 février : (11-12 h) : l'écrivain Bernard Delvaille.
- « Jazz en liberté » (17-20 h) : Daunik Lazro, saxophoniste.
- Mardi 22 février : « Le magazine pour rire » (15-18) : avec Jean-Marie Aroschier, Claudine Barjol, Michèle Bernier.
- Mercredi 23 février : « Le feuilleton du Coral » (18-19 h).
- « L'invité quotidien » (20-22 h) : avec Roger Danoun et son livre Freud.

Animation

« Cultures au quotidien » — qui a déjà participé à une émission de Radio-Libertaire — est une nouvelle association (loi 1901) qui a pour but de susciter l'expression culturelle dans les lieux de la vie quotidienne (quartiers, communes, régions...) en favorisant l'échange d'idées, de connaissances, d'activités entre tous ceux qui cohabitent, quelle que soit leur origine nationale, sociale ou culturelle.

A partir du 15 février et jusqu'au 30 mars 1983, plusieurs commerçants de la Butte aux Cailles accueilleront sur le thème « Paris quartiers, Paris communes » des chanteurs, des musiciens, des peintres, etc.

Voici le programme de ces manifestations :

- Chansons :**
- Tous les mardis à 22 h, au « Temps des Cerises » (restaurant), 18, rue de la Butte aux Cailles, Paris-13^e.
 - Le 22 février : Benizmet.
 - Le 1^{er} mars : le mime Duval et Mme Machon.
 - Le 8 mars : Hedris Londo et Gérard Alpha.
 - Le 15 mars : le duo « Contrejour », avec Luce et Claude.
 - Le 22 mars : soirée comique.
 - Le 29 mars : Jean-Paul Sèvres, *One man show*.
 - Tous les vendredis à 22 h, au « Palmier », 13, rue de la Butte aux Cailles, Paris 13^e.
 - Le 25 février : Benizmet.
 - Le 4 mars : « Ce soir, on improvise », avec J.-C. François.
 - Le 11 mars : « Ce soir, on improvise », avec H. Desgouilles.
 - Le 18 mars : le duo « Contrejour », avec Luce et Claude.
 - Le 25 mars : « Ce soir, on improvise ».

Exposition :

A partir de 20 février : « Les Photographes racontent le 13^e arrondissement », au « Temps des Cerises », au « Palmier », au « Petit Bar », au « Bar des Sports », tout ceci rue de la Butte aux Cailles.

Débats :

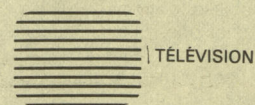
- « L'Urbanisme dans le 13^e », le mercredi 16 février à 21 h, au « Temps des Cerises ».
- « La Mairie dans votre quartier », le mercredi 23 février à 21 h, au « Petit Bar ».

SÉLECTION RADIO/TÉLÉVISION

A FR3, c'est la grogne au sein de l'état-major qui éclate à quelques temps des municipales. Maurice Seveno, directeur de la rédaction de Soir 3, vient d'être mis sur la touche, et c'est un journaliste d'Ile-de-France qui va le remplacer et remodeler l'information sur cette antenne qui vient de s'ouvrir aux variétés et à la publicité. Certaines mauvaises langues affirment que M. Holleaux, président de FR3, se ferait déborder par les journalistes communistes désirant s'octroyer le monopole du discours. Ce mauvais esprit semble d'ailleurs se confirmer par l'arrivée toute récente de Michel Naudy. Parachuté du service politique de *L'Huma*, il est maintenant rédacteur en chef adjoint et espère bien mettre au son de l'orchestre rouge cette chaîne qui monte ? qui monte...

Fred, Gédé, Solé, et du théâtre pour finir. Y'a du choix, on ne s'en plaindra pas.

Le 20 fév. à 19 h 10 : *Le Cinéma des cinéastes*, par Claude-Jean Philippe. Voilà un bonhomme qui sait de quoi il parle. Il est toujours intéressant d'écouter un amoureux du cinéma.



TELEVISION

— TFI : samedi 19 fév. à 16 h 05 : *Histoire des inventions* : la boussole, l'imprimerie, les automates ; la généreuse idée de l'homme.

Dimanche 20 fév. à 20 h 35 : *Max et les ferrailleurs* (1971). Long métrage de Claude Sautet, avec Piccoli, Fresson et Romy Schneider.

Mercredi 23 fév. à 20 h 35 : *Les Mercredis de l'information*. Thème : les jeux... d'argent, de hasard.

— A2 : le 19 fév. à 12 h : *A nous deux*, magazine dirigé par Michel Thoulouze et animé par Patrick Poivre d'Arvor.

Le 20 fév. à 21 h 40 : *Roule routier*. Ce soir, François Gall nous emmène dans les Balkans.

Le 22 fév. à 20 h 40 : *Un Flic*, de Jean-Pierre Melville (1971), avec Delon, Deneuve, Desailly... Un vrai polar garanti 100% frissons.

Le 24 fév. à 19 h 10 : *D'accord pas d'accord* ou les vices de la consommation.

Le 25 fév. à 23 h : Cinéclub, avec un long métrage de Jean Rouch, *Jaguar*. Les mésaventures de jeunes Nigériens au Ghana... Une brûlante actualité.

— FR3 : le 19 janv. à 20 h 33 : *La Minute nécessaire*, avec le prof Desproges qui nous propose : *Abolissons l'anesthésie*.

Le 19 fév. à 20 h 35 : *Tous ensemble*, présentation de Pierre Douglas. Une rétrospective des œuvres de Prévert.

Le 20 fév. à 22 h 30 : *Cinéma de minuit : Johnny Tager*, de Meruyen le Roy, avec Robert Taylor, Lana Turner.

Le 21 fév. à 20 h 30 : *La Minute nécessaire* : Desproges nous propose aujourd'hui *Jouons à saute-dictateur*, dédié à Barbie ou à Papon ?

Le 22 fév. à 20 h 35 : *La Dernière Séance*, de E. Mitchell et G. Jour'hui : *Le Trésor du pendu*, un western réalisé par John Sturges (1958).

Le 23 fév. à 20 h 35 : *La Cagnotte*, d'E. Labiche.

Le 24 fév. à 20 h 35 : *Le Couteau dans la tête*, de Reinhard Hauff... Un film sur le terrorisme.

Le 24 fév. à 22 h 40 : *Une Minute pour une image*, d'Agnès Varda qui présentera une œuvre de François Hers... pour le plaisir des yeux.



RADIO

— France-Culture : le 17 fév. à 11 h 02 : *La Danse des bals*.

Les lieux branchés de Paris, pour new waves only ! Les amateurs de chansons à texte resteront sur Radio-Libertaire.

Le 19 fév., à 22 h 50 : *La Fugue du samedi*. Des textes humoristiques, du jazz, mais aussi la participation de

RÉFLEXIONS SUR LES ÉLECTIONS AUX CHAMBRES D'AGRICULTURE

Le renouvellement des membres des chambres d'agriculture — assemblées départementales de droit public chargées de représenter « l'agriculture », de gérer certains services de développement, de gestion, de formation, et de présenter les vœux des agriculteurs à l'Etat et aux administrations — ont eu lieu le 28 janvier 1983.

La campagne électorale fut plus mouvementée qu'auparavant. Deux raisons principales en sont la cause. D'abord, le monde agricole — réputé conservateur souvent à juste titre — se trouve depuis mai 81 confronté à un gouvernement de gauche (ou d'extrême centre, comme on veut), essentiellement porté au pouvoir par les salariés et notamment les fonctionnaires. Ensuite, parce que le gouvernement avait reconnu en 81 tous les syndicats agricoles, malgré le tolé de la FNSEA qui avait obtenu, en échange de la cogestion des politiques agricoles gaulistes et giscardienne, le monopole de la représentation paysanne. De plus, la représentation aux chambres devait se faire à la proportionnelle.

Le taux de participation à ce scrutin syndical et corporatiste fut un record (70% de participation contre 57% en 79), alors qu'à la même période la participation aux prud'homales avait baissé.

Pour la première fois, les différents courants du syndicalisme paysan ont pu électoralement se compter, et les résultats ont montré que le monde agricole n'est pas unitaire et monolithique, comme le prétend F. Guillaume, dont sa FNSEA reste largement dominante avec près de deux tiers des voix, mais dont l'hégémonie a été légèrement entamée par les scores de petits syndicats plus proches de la gauche parlementaire ou même plus radicaux dans les luttes et les critiques sociales, notamment la CNSTP.

La campagne électorale a été généralement plus politisée que les précédentes, et la propagande a été intense.

La FNSEA, dont les élections prud'homales ont rappelé à certains innocents qu'elle était une branche du CNPF..., a mobilisé tout son appareil de notables et de chéfaillons. Elle a également utilisé son colossal budget. (Elle guère quatre milliards de francs dont la majeure partie provient de subventions d'Etat — qui devraient maintenant être réparties aux prorata des suffrages syndicaux — et des cotisations obligatoires, illégales, prélevées sur l'ensemble des agriculteurs passant par des groupements professionnels d'achat ou de vente). Elle reste de loin la première organisation syndicale, patronale et corporative de la paysannerie française, mais, dans les chambres départementales, elle aura désormais en face d'elle entre 10 et 40% de membres opposés à sa politique capitalo-libérale et à son monopole de représentativité.

Le MODEF, aussi influencé en fric qu'en matière grise par le PCF que l'est la CGT, avec ses 8,8%, perd presque la moitié de ses suffrages habituels, parce que, d'une part, le recul généralisé du PCF et de ses satellites a dû jouer également dans le monde agricole,

et d'autre part, avant l'apparition de nouveaux syndicats de gauche, des paysans votaient MODEF d'abord et surtout pour voter contre la FNSEA.

La FNSP — qui a à peine un an d'existence et qui a été créée de toutes pièces par quelques agriculteurs du PS et quelques anciens travailleurs-paysans modérés qui préférèrent « ratisser large » — fait une petite percée avec 6% des voix. Inutile de dire que des subventions occultes de la part du gouvernement du capitalisme rose et tranquille ont dû donner un coup de pouce à cette récente courroie de transmission et que ce syndicat a reçu, tout comme le MODEF grâce



au PCF, le concours d'une partie des militants du PS, parmi ceux qui ne sont pas enclins au désarroi, à l'inquiétude, voire à la colère.

Dans certains départements où la FNSP n'existe pas, il y a eu quelquefois la présence de listes « FDSEA-CDJA de gauche » qui regroupaient autour de quelques notables rose clair des agriculteurs en début de rupture avec l'appareil de la FNSEA.

La FFA, ultra corporatiste et conservatrice, maintient avec ses 6% une existence réelle, bien que limitée géographiquement.

Quant à la CNSTP — qui regroupe au-delà des anciens paysans-travailleurs d'autres syndicats de branche tel le MIVOC et des syndicats de lutte régionale — a réalisé 7% des suffrages nationaux, avec une moyenne de 12% là où elle se présentait dans la moitié des départements. Pour ce syndicat, qui a structurellement rompu avec un syndicalisme paysan de chefs d'entreprise, dont le grand mot d'ordre reste la lutte contre l'exploitation du travail paysan, et qui a présenté sans concessions des programmes syndicaux de rupture, ce score est un précédent. D'autant

plus que son orientation « radicale » ne pouvait être payante électoralement et qu'une partie de ses adhérents ont participé sans beaucoup d'enthousiasme à ces élections corporatives et pensent que la chambre — poulailler de notables agrariens — n'a pas beaucoup à voir avec une structure de combat anticapitaliste.

Aujourd'hui, les chambres de l'agriculture n'appartiennent plus de façon hégémonique à la paysannerie patronale et réactionnaire. L'accès à l'information et aux moyens de propagande ne sera plus légalement réservé à la FNSEA. La social-démocratie PC et PS y fait une petite entrée, ainsi qu'une petite minorité de paysans qui se considèrent d'abord comme des travailleurs. Sur le terrain, des nuances vont apparaître face aux pressions et aux luttes ; les rapports de force seront un peu moins évidents.

La FNSEA, avec qui Cresson avait passé un accord secret en juillet 82, qui lui garantissait — moyennant un engagement à rester calme — la continuation des milliards de subventions et des cotisations prélevées obligatoirement, restera dans les régions, au ministère ou à la CEE, l'interlocuteur majoritaire et privilégié.

Les énormes problèmes de la grande masse des petits paysans restent posés (chute du revenu, endettement croissant, capitalisation indispensable jugée de plus en plus comme inutile, pressions foncières, problèmes écologiques, travail harassant et mal reconnu socialement, etc.). Dans les années à venir, ceux qui posent les problèmes agricoles en termes sociaux et qui sont partie prenante des luttes de classes, ne doivent pas baisser les bras ni concentrer leur énergie autour de leurs quelques « mouches du coche » les représentant à la chambre, mais continuer à lutter, à faire progresser leur petite audience, et surtout il faut que les indispensables alliances tactiques soient bien dirigées contre nos exploités et oppresseurs et qu'elles ne se trompent pas d'adversaire en noyant le poisson dans un verbiage corporatiste et politicien.

Après les élections aux chambres de l'agriculture, rien n'est joué, rien n'est gagné.

Nous reproduisons ci-dessous les résultats de ces élections diffusés par le ministère de l'Agriculture pour le collège exploitants :

Inscrits : 1 667 737. Votants : 1 161 035 (69,62%). Exprimés : 1 133 553.

Ont obtenus :

Confédération nationale des syndicats de travailleurs-paysans (CNSTP) : 68 557 (6%) ; Fédération française de l'agriculture (FFA) : 67 478 (5,95%) ; FNSEA-CNJA : 107 564 (9,5%) ; FNSEA-CNJA - Unité et Forces paysannes : 468 089 (41,3%) ; Fédération nationale des syndicats paysans (FNSP) : 60 677 (5,35%) ; Mouvement de défense des exploitants familiaux (MODEF) : 99 419 (8,8%) ; Entente CNSTP et/ou FNSP et/ou MODEF : 35 721 (3,15%) ; listes d'union Unité et Force paysannes : 148 459 (13,1%) ; autres listes d'union : 40 582 (3,6%) ; divers : 37 007 (3,25%).

Alain CRAPAUD

////// souscrivez... abonnez-vous... souscrivez... abonnez-vous... souscrivez. //